

Les Actes

Journée d'études #2 –
Patrimoines, architectures
et paysages des périphéries –
16 octobre 2025



Programme conçu et mis en œuvre par
Le Plus Petit Cirque du Monde – Centre Culturel de Rencontre

ORGANISATEURS :

Le Plus Petit Cirque du Monde

AVEC L'APPUI ET LES CONTRIBUTIONS DU :

CONSEIL SCIENTIFIQUE DU PROGRAMME PATRIMOINES ET ARCHITECTURES
DES PÉRIPHÉRIES

- **Emmanuel Bellanger**, directeur de recherche du CNRS, Directeur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS) de l'Université Paris 1 – Campus Condorcet.
- **Juliette Bompont**, ex-directrice de Périphéries Saint-Denis 2028 – Candidature pour le titre Capitale Européenne de la Culture – Initiatrice de projets à fort impact culturel, social et solidaire
- **Cathy Bouvard**, directrice des Ateliers Médicis
- **Jean-Baptiste de Froment**, directeur de l'École nationale Supérieure d'Architecture Paris Malaquais, philosophe
- **Alexandre Field**, architecte – maître de Conférences, ENSA Marseille. Co-fondateur du Bureau des Guides
- **Simon Givelet**, architecte, enseignant à l'ENSAP Lille et à l'école Camondo à Paris. Membre fondateur du collectif Zerm et pilote du projet Saisons Zéro
- **Maria Gravari-Barbas**, professeure à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directrice de la Chaire UNESCO Culture, Tourisme, Développement, architecte et géographe
- **Dimitra Kanellopoulou**, architecte-ingénieure (NTUA), urbaniste (ENPC), maître de conférences à l'École Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Malaquais (ENSAPM)
- **Sophie Thollot**, architecte – directrice du CAUE des Hauts-de-Seine, membre du CA du PPCM

RÔLE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

- Soutenir la mise en œuvre des missions du label CCR, notamment sur la thématique des patrimoines des périphéries.
- Choisir les sujets et objets de recherche et d'expérimentation, et promouvoir des travaux d'étude sur ces sujets.
- Impulser des rencontres professionnelles et des manifestations locales, nationales et internationales permettant de faire avancer les savoirs et élaborer les outils de diffusion (publications et vidéos).

ÉDITION DES ACTES

Directeur de publication : Eleférios Kechagioglou, directeur du PPCM
Coordination générale : Charlotte Monnier, chargée de développement du programme Patrimoines et Architectures des Périphéries

Rédaction : Léa Cordani, assistante de médiation et de programmation & Charlotte Monnier, chargée de développement du programme Patrimoines et Architectures des Périphéries

Mise en page : Luna Da Cunha, graphiste

AVEC L'AIDE PRÉCIEUSE :

Des équipes du Plus Petit Cirque du Monde

Clara Lelandais, ancienne stagiaire du programme Patrimoines et Architectures des Périphéries

Julia Desfour, architecte, ancienne chargée de mission Urbanisme et Patrimoine au PPCM

Julien Diers – jigsaw



INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le 16 octobre 2025, dans le cadre des Journées nationales de l'architecture, la deuxième journée d'études consacrée aux patrimoines, architectures et paysages des périphéries s'est tenue au Plus Petit Cirque du Monde à Bagneux.

Organisée dans le cadre du programme Patrimoines et Architectures des Périphéries – fondé, structuré et déployé par Le Plus Petit Cirque du Monde – cet évènement vise à reconnaître la vitalité des périphéries urbaines, valoriser leurs passés, interroger leurs enjeux actuels et imaginer leurs possibles futurs.

« Le patrimoine culturel constitue un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en continuelle évolution. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux. »

Extraits Convention de Faro, 2005

Le PPCM, Centre Culturel de Rencontre dédié aux Patrimoines et Architectures des Périphéries

Les territoires des périphéries urbaines sont porteurs de patrimoines matériels et immatériels multiples, souvent peu ou mal connus : grands ensembles, friches industrielles, tiers-paysages, cités jardins, îlots pavillonnaires, mémoire et culture ouvrière, traditions populaires, culturelles et artistiques liées aux mouvements des migrations et à l'extraordinaire multiculturalité des banlieues.

La labellisation du PPCM en tant que Centre Culturel de Rencontre en 2023 marque une étape décisive dans sa capacité à promouvoir les architectures et patrimoines des périphéries. Plus ancien label du Ministère de la Culture, créé en 1972 pour donner une nouvelle vie artistique et intellectuelle à des sites patrimoniaux majeurs, le réseau des CCR n'avait jusqu'alors jamais investi les périphéries urbaines. En devenant le 21^e site labellisé et le premier implanté en banlieue, le PPCM élargit le périmètre même de la notion de patrimoine : il affirme que les grands ensembles, les friches, les cultures populaires, les mémoires migratoires et les formes artistiques émergentes constituent elles aussi des héritages à reconnaître, documenter et transmettre.

Dans cette perspective, la création du pôle *Patrimoines et Architectures des Périphéries* en 2025 vise à structurer un travail de recherche, de documentation et de valorisation des héritages périphériques, en dialogue avec les transformations urbaines en cours.

Une 2^e Journée d'études consacrée aux Patrimoines, Architectures et Paysages des Périphéries

La tenue de cette deuxième journée d'étude s'inscrit dans un contexte plus large, marqué par des crises politiques, sociales et climatiques qui interrogent les formes de coopération territoriale et la capacité des acteurs à recréer du lien. Les lieux culturels apparaissent à cet égard comme des espaces privilégiés de rencontre, de débat et de production collective de sens. Nous savons aujourd'hui que cette crise démocratique nous amène aussi à mieux collaborer avec la société civile, et à repenser nos relations. La tenue de tels évènements, permettant de faire dialoguer divers acteurs (chercheur-euses, architectes, élu-es, étudiant-es, habitant-es et acteur-rices associatifs) autour d'enjeux communs, en croisant expertises académiques et savoirs situés, constitue à cet égard une voie de sortie privilégiée.

Si la première édition en 2024 avait posé les bases d'une réflexion sur la reconnaissance des patrimoines des périphéries et sur la nécessité de changer de regard, cette deuxième journée en approfondit et en élargit le cadre. Elle marque un double déplacement.

D'une part, elle décentre l'analyse en affirmant que les périphéries ne sauraient être réduites aux seules marges parisiennes. Les interventions de Dimitra Kanellopoulou, Simon Givelet, Alexandre Field ou Fanny Cottet ont permis d'inscrire la réflexion dans des contextes variés — internationaux, métropolitains ou régionaux — et de mettre en évidence la diversité des situations périphériques. Ce déplacement géographique ouvre la voie à une lecture comparée des dynamiques de transformation, de patrimonialisation et de réhabilitation.

D'autre part, cette édition approfondit la question des modalités d'action. Au-delà du constat de la richesse patrimoniale des périphéries, elle interroge les pratiques concrètes de valorisation :

Comment réhabiliter sans effacer ? Comment expérimenter sans rompre les continuités mémorielles ? Comment prendre soin des lieux et des usages existants tout en accompagnant les mutations urbaines ?

Les échanges ont mis en lumière l'importance de l'expérimentation, du soin, du travail de mémoire et de l'implication des habitant-es dans les processus de transformation.

Plus de cent participant-es ont ainsi croisé leurs expériences et leurs expertises au cours d'une journée nourrie par des productions visuelles, textuelles et cartographiques, et marquée symboliquement par les dix ans du bâtiment du PPCM. En devenant un rendez-vous culturel annuel, cette manifestation entend s'inscrire durablement dans le paysage des réflexions sur les périphéries, et contribuer à leur reconnaissance comme des espaces porteurs de patrimoines riches, complexes et en constante évolution.

Patrick Bouchain, Emmanuel Bellanger, Dimitra Kanellopoulou, Alexandre Field, Nancie Cumet, Simon Givelet, Fanny Cottet, Joachim Pflieger, Marcin Idzkowski, Caroline Niémant, Quentin Metge, Massimo Hulot, Elise Martinot, Khadija Barkani, Cathy Bouvard, Inès Belghit, Kenza Boumaaz, Mathilde Huet, Marie-Hélène Amiable, maire de Bagneux, Carl Segaud, président de l'EPT Vallée Sud Grand Paris et Anne-Gaëlle Leydier, conseillère métropolitaine déléguée à la culture et au patrimoine à la Métropole du Grand Paris, ont partagé leurs expertises et échangé tout au long de la journée.

Banlieue ou périphérie ?

Dans ce document, il a été choisi d'utiliser conjointement les termes de banlieue et de périphérie, qui renvoient à des registres d'analyse distincts.

Le terme de **banlieue** est mobilisé pour sa forte charge historique, sociale et politique. Étymologiquement associé à la mise au « ban », il renvoie à des processus de mise à l'écart et de relégation qui ont profondément structuré l'histoire urbaine française, tout en produisant des représentations puissantes, souvent stigmatisantes. Cette charge symbolique, si elle est essentielle pour comprendre certaines dynamiques territoriales, tend néanmoins à circonscrire le cadre d'analyse à un contexte national très spécifique.

À l'inverse, le terme de **périphérie** permet d'ouvrir le regard et d'élargir le champ d'analyse. Il désigne ce qui est situé hors du centre, à ses marges et à ses abords, et renvoie à une relation structurelle entre un centre et ses extérieurs. En ce sens, la périphérie ne constitue pas une catégorie homogène, mais un positionnement relatif, inscrit dans un système de rapports de force, de dépendance et de négociation avec le centre. L'usage de ce terme rend possible une lecture comparée des situations urbaines, en intégrant des réalités périphériques multiples, situées dans des contextes géographiques, sociaux et politiques différents, bien au-delà du seul cas parisien. La notion de périphérie permet ainsi de penser conjointement des phénomènes observables à l'échelle mondiale, en cohérence avec le cadre d'analyse proposé par le Manifeste pour le patrimoine des périphéries urbaines¹.

Ainsi, l'usage du terme périphérie ne vise pas à neutraliser la dimension politique portée par la notion de banlieue, mais à compléter l'analyse en proposant un cadre théorique plus large, capable d'englober la diversité des situations périphériques et de penser leurs points communs autant que leurs spécificités.

.....
¹—Manifeste pour le patrimoine des périphéries urbaines—Una Europa Cultural Heritage Community—À retrouver en annexe.

Pour lancer cette 2^e édition, les élu-es du territoire ont pris le temps de témoigner de l'importance et de l'impact de la Journée d'études sur les Patrimoines, Architectures et Paysages des périphéries dans leurs pratiques.

Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux, a souligné l'importance de favoriser le dialogue autour des patrimoines des banlieues afin de renforcer la fierté des territoires périphériques. Elle a réaffirmé son soutien au PPCM, qu'elle considère comme un lieu emblématique d'inclusion culturelle et de rayonnement pour une ville souvent perçue comme éloignée des circuits culturels traditionnels.

Carl Segaud, Président de l'EPT Vallée Sud Grand Paris, a insisté sur la richesse et la diversité des patrimoines matériels et immatériels des banlieues, longtemps marginalisés mais aujourd'hui engagés dans une dynamique de transformation profonde. Il a rappelé qu'au regard des enjeux actuels d'équité sociale, de solidarité, d'accessibilité et de changement climatique, il est nécessaire d'agir, de rénover et de construire afin d'offrir des conditions de vie de qualité aux générations futures.

Anne-Gaëlle Leydier – Conseillère déléguée à la culture et au patrimoine de la Métropole du Grand Paris, a réaffirmé le rôle de la Métropole comme partenaire des territoires, dans une logique de coopération et non de substitution. Elle a défendu une vision inclusive du patrimoine, soulignant l'importance de journées d'études ouvertes et participatives, permettant à chacun de contribuer à partir de son vécu et de ses attentes, et a insisté sur la dimension profondément humaine du patrimoine, dans laquelle les habitants et leurs histoires occupent une place centrale.

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

9h30 – Lancement de la Journée d'études par les élu-es – célébration des 10 ans du bâtiment du PPCM

10h00 – Introduction de Patrick Bouchain, architecte du PPCM, Grand Prix de l'urbanisme 2019

10h20 – Architectures du Quotidien – Un musée pour le logement Populaire avec Emmanuel Bellanger, historien, directeur de recherche du CNRS.

10h45 – **Table-ronde 1: Prendre soin des périphéries**

- Dimitra Kanellopoulou, maîtresse de conférences, ENSA Paris-Malaquais – PSL, laboratoire AAU équipe CRESSON
- Alexandre Field, maître de Conférence à l'École Nationale d'architecture de Marseille, co-fondateur du Bureau des Guides
- Modération : Nancie Cumet, responsable territoriale agence nationale de la rénovation urbaine

11h45 – **Table-ronde 2: Les périphéries comme lieux d'expérimentation**

- Simon Givelet, architecte, président de Saisons Zéro (Monastère des Clarisses, Roubaix), co-fondateur de Zerm et enseignant à l'ENSAP de Lille.
- Fanny Cottet, attachée d'enseignement et recherche à l'École d'urbanisme de Paris, chercheuse au Lab'Urba.
- Modération : Joachim Pflieger – délégué général de la Fondation Palladio

12h30 – Marcin Idzkowski, photographe en résidence au PPCM – Photographier les périphéries

12h45 – Déjeuner

14h – Ateliers

1 – **Atelier 1: Réparer les sols des périphéries**

- Caroline Niémant, directrice de l'association du Pré (Parc Rural Expérimental) à Nanterre et Quentin Metge, Chargé de la programmation agricole et écologique du site du Pré
- Massimo Hulot, responsable d'appui transversal aux opérations du PHARES pôle ESS, association Halage, L'Île-Saint-Denis.

Modération : Elise Martinot, architecte DPLG et urbaniste, chargée de communication et partenariats au CAUE 92.

2 – **Atelier 2: Clichy – Montfermeil – Sols et Mémoires – 20 ans après**

- Cathy Bouvard, directrice des Ateliers Médecis
- Khadija Barkani – architecte au sein de l'agence Encore Heureux – permanente architecturale aux Ateliers Médecis.
- Inès Belghit et Kenza Boumaaz, membres du collectif L'Étincelle, média participatif imaginé par des jeunes de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil

16h10 – Visite commentée par Bagneux Environnement des espaces verts du Pré de la Lisette, de la Friche des 3 Mares et du Tiers-Lieu de la Lisette

17h – Pot de clôture de la journée au terrain du Lycée avant le lycée

L'ARCHITECTURE COMME BIEN COMMUN ET PRATIQUE POPULAIRE

Intervention de **Patrick Bouchain** – Architecte du PPCM et Grand Prix de l'Urbanisme 2019.

Considérer l'architecture non comme un art réservé aux spécialistes, mais comme une pratique intrinsèquement populaire – tel est le pari réalisé par Patrick Bouchain dans tout son travail d'architecte. Cette affirmation s'appuie sur le constat très simple : **nous habitons tous**. L'expérience de l'espace construit ne relève donc pas d'un savoir technique exclusif, mais d'une pratique quotidienne partagée.

Penser l'architecture comme art populaire conduit à interroger la manière dont les projets sont conçus et légitimés. Toute nouvelle construction doit être envisagée comme un **bien social partagé**, inscrit dans un territoire habité. Elle ne peut se réduire à l'application d'un règlement ou à la mise en œuvre d'une expertise descendante. En ce sens, l'architecture procède d'un **processus de négociation** : négociation avec un site, avec des usages existants, avec des voisinages, avec des contraintes matérielles et sociales. À ce titre, P. Bouchain parle de l'architecture comme du « **théâtre des négociations** » – notion fondamentale revenue à plusieurs reprises lors des échanges. Cette négociation constitue une condition d'appropriation et d'inscription durable du bâtiment dans son environnement.

Cette conception s'incarne dans une manière particulière de conduire le chantier – conçu non pas comme un espace fermé mais comme un lieu de rencontre entre élu-es, habitant-es, ouvrier-ères, architectes et technicien-nes. Au-delà d'une participation uniquement consultative, certains projets architecturaux, comme la construction du bâtiment du PPCM, choisissent de valoriser l'implication active de tous les acteurs d'un territoire dans le processus même de fabrication. Le chantier ouvert permet l'expression des savoirs techniques et critiques, et réintroduit une dimension communautaire et populaire dans l'acte de construire.

La réflexion de Patrick Bouchain s'appuie également sur une **critique de la pérennité comme valeur dominante de l'architecture contemporaine**. Très tôt dans sa pratique, il comprend que ne penser que par le pérenne limite la pratique architecturale.

À l'inverse, l'éphémère permet l'expérimentation : il autorise l'essai, l'observation des usages, l'ajustement. Il rend possible un processus évolutif plutôt qu'un résultat figé. Ce positionnement prend aujourd'hui une dimension écologique. Le secteur du bâtiment constitue l'un des principaux consommateurs de matières premières et l'un des grands producteurs de déchets difficilement réemployables. La démolition d'ouvrages en béton illustre les limites d'une conception strictement pérenne de l'architecture. La notion d'« **éphémère démontable** » procède de cette même réflexion. Elle vise à intégrer la possibilité du démontage et du réemploi dès la conception d'un bâtiment. De nombreuses architectures vernaculaires reposent d'ailleurs sur cette capacité à assembler, démonter et réassembler.

Moins denses que les centres, les périphéries conservent souvent des traces visibles de leur histoire, de leur ruralité passée ou de leurs transformations successives. Cette stratification rend lisible des processus urbains que les centres ont parfois effacés. La périphérie offre également des espaces de respiration susceptibles d'accueillir des expérimentations écologiques et sociales. Dans un contexte de transition, elle peut constituer un terrain privilégié pour inventer d'autres manières de construire et d'habiter – l'émergence d'un Centre Culturel de Rencontre consacré aux Patrimoines des Périphéries, implanté dans un cirque à Bagneux, témoigne de cette capacité à déplacer le regard et invite, plus largement, à changer notre manière de regarder et de penser les périphéries.

TRANSMETTRE L'HISTOIRE DES QUARTIERS POPULAIRES

Emmanuel Bellanger – directeur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS) UMR 8058 ; directeur de recherche du CNRS, membre du conseil scientifique de l'exposition Banlieues Chéries et administrateur de l'AMuLoP (Association pour un Musée du Logement Populaire)

L'an dernier, l'intervention d'Emmanuel Bellanger appelait à considérer la banlieue non plus comme un espace périphérique, mais comme un territoire central dans l'histoire contemporaine. Cette proposition visait à rompre avec une lecture marginalisante des banlieues, pour les réinscrire pleinement dans les dynamiques politiques, sociales et culturelles qui structurent l'histoire nationale. Ce renversement de perspective historique s'accompagnait d'un appel à changer de regard sur les banlieues et de les envisager dans leur **pluralité** : ne plus raconter une histoire unifiée de la banlieue, rendre compte de la diversité des expériences et des récits qui la composent. Les banlieues apparaissent ainsi comme des espaces complexes, traversés par des formes d'engagement, d'innovation politique et de création culturelle, loin des représentations homogénéisantes ou strictement négatives qui leur sont souvent associées.

L'intervention proposée cette année est venue compléter ce cadre en mettant l'accent sur **les enjeux de transmission de la mémoire**. En effet, s'il apparaît nécessaire de reconnaître la centralité des banlieues dans l'histoire contemporaine, il l'est tout autant d'**interroger les modalités par lesquelles cette histoire peut être transmise et appropriée**. Transmettre l'histoire des lieux et de leurs habitant-es constitue une condition essentielle pour raconter autrement l'histoire de France, en y intégrant des récits longtemps restés en marge des grands cadres narratifs nationaux.

Pour répondre à ces enjeux, l'**approche participative** s'impose aujourd'hui comme un prolongement cohérent. **Il devient ainsi nécessaire de produire des savoirs avec les habitant-es, et non uniquement à propos d'elles et eux**. Cette posture engage une **conception de la recherche et de l'écriture de l'histoire comme pratiques ouvertes, attentives aux usages sociaux du passé et aux formes de réappropriation des récits**. Elle rejoint ainsi **l'ambition de faire une science avec et pour la société**, capable de reconnaître la pluralité des expériences **et de redonner aux acteurs**

concernés une place active dans la construction et la transmission de leur histoire.

Raconter la France contemporaine depuis le logement populaire : le cas de l'AMuLoP

Porté par l'Association pour un Musée du Logement Populaire (AMuLoP), le projet de Musée du Logement Populaire à Aubervilliers s'inscrit dans l'engagement scientifique qui vise à **produire, restituer et transmettre une histoire sensible des quartiers populaires** au sein d'une métropole devenue monde. Il repose sur la conviction que ces territoires constituent des espaces centraux pour comprendre l'histoire sociale, politique et urbaine de la France contemporaine.

À l'origine du projet se trouve un collectif composé de chercheur-ses et d'enseignant-es du secondaire, réuni-es autour d'un constat partagé : la **difficulté persistante de transmettre une histoire dans laquelle de nombreux élèves des quartiers populaires puissent se reconnaître**. L'enjeu est alors double. Il s'agit à la fois de raconter l'histoire des lieux et celle des populations qui les habitent, mais aussi de permettre à des élèves qui se sentent souvent étrangers à l'histoire nationale d'y trouver une place et une continuité.

Dès ses débuts, le projet se construit autour de la volonté de raconter l'histoire de la France contemporaine à partir de l'expérience vécue du quartier populaire, considéré non comme une marge mais comme un espace structurant. Pour ce faire, les porteurs du projet s'inspirent d'un modèle existant, celui du *Tenement Museum*² de New York, dont le succès touristique démontre la possibilité de concilier un modèle économique viable avec une ambition culturelle et sociale affirmée.

Le développement du musée s'appuie sur des travaux de recherche consacrés à l'histoire de l'immigration et des quartiers populaires, ainsi que sur une attention particulière portée au risque de réduction de ces territoires à la seule question du ghetto. Pendant cinq années, l'équipe s'installe en immersion dans la cité Émile-Dubois à Aubervilliers, lieu emblématique de l'histoire des grands ensembles. Cette immersion aboutit à la première exposition de l'AMuLoP, intitulée *La vie HLM*, conçue au plus près des habitant-es, de leurs récits, de leur parole et de leur mémoire.

L'exposition se déploie à travers trois appartements, chacun retraçant la trajectoire de trois générations de locataires. À travers ces parcours, elle donne à voir une pluralité de réalités et de situations, mettant en lumière trois moments distincts qui, ensemble, composent une histoire des quartiers populaires et du logement social.

Le projet de l'AMuLoP se définit ainsi comme un projet à la fois scientifique, culturel et social. L'un de ses enjeux majeurs réside dans la formation de jeunes du quartier aux fonctions de médiation et de guidage. Des formations au théâtre et à la prise de parole sont mises en place, dans l'idée que l'exposition ne peut pleinement aboutir que si l'histoire des quartiers est racontée par celles et ceux qui la vivent.

Un autre enjeu fondamental consiste à offrir aux enseignant-es exerçant en banlieue des outils scientifiques leur permettant de raconter autrement l'histoire de France, en y intégrant pleinement celle des quartiers populaires et du logement social. Dans cette perspective, un projet d'exposition à venir se concentrera sur les objets intimes des familles, afin de renforcer, encore, le lien entre histoire personnelle et histoire collective.

.....
2 – Le *Tenement Museum* est un musée situé dans le Lower East Side à New York, consacré à l'histoire de l'immigration et des classes populaires urbaines.

PRENDRE SOIN DES PÉRIPHÉRIES

Quelles pédagogies privilégier en écoles d'architecture pour changer de regard et mieux prendre soin des territoires périphériques ?

*Table-ronde animée par **Nancie Cumet**, responsable territoriale de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine
Avec les interventions de **Dimitra Kanellopoulou**, maîtresse de conférence, ENSA Paris-Malaquais – PSL, laboratoire AAU équipe CRESSON et **Alexandre Field**, maître de conférences, ENSA Marseille / co-fondateur du Bureau des Guides*

Prendre soin des périphéries suppose d'abord d'en reconnaître la complexité. Ces territoires, souvent réduits à des catégories administratives ou à des représentations stéréotypées, concentrent des dynamiques urbaines, économiques et symboliques qui exigent une approche fine et engagée. Former au soin implique donc de transmettre des outils d'observation, d'écoute et de mise en récit, capables de précéder et d'accompagner l'acte de projet.

La marche : une première entrée sur le territoire

À l'ENSA Marseille, l'entrée en école d'architecture débute par une marche inaugurale de 2 jours. Les élèves sont accueillis par une marche inaugurale à travers le territoire dans lequel ils-elles vont vivre, évoluer et travailler pendant leurs 5 années d'études.

Accompagné-es de leurs enseignant-es, des architectes et d'autres intervenant-es, les étudiant-es traversent le territoire et apprennent progressivement à le connaître. Ensemble, ils et elles découvrent les différentes structures du territoire et surtout partent à la rencontre des personnes qui l'habitent : l'objectif est de comprendre, prendre

connaissance et se sensibiliser au territoire, avant de commencer à utiliser le dessin pour appréhender le territoire, et apprendre ainsi le métier d'architecte. Par la marche, la rencontre, les récits qu'ils entendent, les étudiant-es découvrent et apprennent de leurs futurs sites de projet. Le bivouac, monté et démonté collectivement, participe à cette pédagogie active : faire classe dehors, expérimenter le collectif, apprendre en marchant. Des conférences ponctuent le parcours.

« On essaie de relier tous ces projets, ces complexités, d'arriver à comprendre et trouver une place à l'architecture là-dedans. »
Alexandre Field



Voyage inaugural, ENSA Marseille © DR

« On fait classe dehors : on sort, on va voir. C'est un moment fort d'intégration, de solidarité, de connaissance entre eux et avec les enseignants. C'est aussi un moment de rencontre avec le territoire dans lequel ils vont habiter pendant les 5 ans de leurs études et dans lequel ils vont peut être travailler : c'est un geste d'hospitalité »
Alexandre Field

Ce geste inaugural constitue un moment d'intégration, de solidarité et de rencontre avec le territoire. Il vise à ouvrir les yeux sur les environnements dans lesquels les étudiant-es vont évoluer. **Marcher devient ainsi un outil de sensibilisation au métier : apprendre à regarder, à écouter, à comprendre la complexité avant d'intervenir.**

Inspiré des exercices de l'école de paysage, ce 1^{er} temps consiste à « **emporter le site** » : qu'a-t-on vu des sites ? Qu'a-t-on entendu ? Comment travailler sur tous ces sujets, ré-exposer ces sites dans la lumière, dans les grands ateliers de l'école ?³

À l'ENSA Paris-Malaquais, la marche opère également comme un **outil d'apprentissage du territoire**, mais aussi comme un **moyen de décentrer le regard afin de mieux l'appréhender**. Les étudiant-es débutent leur marche des communes de première couronne pour rejoindre ensuite Paris. Ce déplacement spatial est aussi un déplacement intellectuel, dans la mesure où il permet d'interroger **les modes d'habiter** et de **questionner les périphéries comme de véritables objets d'étude**. L'effort de décentrement permet d'entrer dans la pluralité des situations urbaines et d'enrichir la compréhension des rapports centre-périphérie.

Dans ces deux expériences, les périphéries constituent donc un contexte pédagogique particulièrement riche. En effet, cela permet aux étudiant-es de première année d'**avoir une première approche du métier, une conscience de la diversité des formes urbaines, des pratiques sociales, des manières d'habiter un espace**. Les périphéries deviennent ainsi un **fil rouge des enseignements, non comme un objet marginal, mais comme un terrain privilégié pour penser l'architecture de demain**.

.....
3 – Plus d'informations sur le voyage inaugural et sa restitution :
<https://www.marseille.archi.fr/actualites/arpenter-la-riviere-faire-classe-dehors>



« L'effort de décentrement du regard est très important, c'est un prétexte pour parler des périphéries, de la ville et des différents modes d'habiter. »

Dimitra Kanellopoulou

Faire récit pour engager un dialogue

« C'est ce que l'on pourrait apprendre dans les écoles d'architecture : pour faire projet, on peut commencer par faire récit : créer un récit commun qui consisterait à ne pas se mettre d'accord mais à entrer en conversation. »

Alexandre Field

Parler d'un territoire constitue un premier acte pour en prendre soin. Il s'agit d'abandonner la posture de visiteur ponctuel pour revenir, observer, expérimenter, poursuivre le travail dans la durée. Les initiatives comme le Bureau des guides interrogent cette capacité à devenir médiateur de son propre territoire : **comment conduire d'autres personnes à la rencontre d'un lieu ? Comment élaborer collectivement son récit ?**

« Habiter, tout le monde sait le faire, sait en parler mais chacun utilise des mots différents pour le faire. »

Alexandre Field

Faire récit signifie entrer en dialogue, construire une narration commune qui prend en compte la diversité des récits personnels. Dans cette perspective, l'architecte n'apparaît plus seulement comme concepteur, mais comme agent-e d'une conversation, capable de relier des problématiques hétérogènes, de partager les connaissances, de reconnecter les échelles de temps et d'espace. Considérer le territoire dans lequel chacun-e habite, considérer les différents usages qui en sont faits, laisser une place et une parole à chacun-e, se mettre en position de discuter sur un temps long sont autant de missions que l'architecte doit savoir réaliser.

Le Bureau des Guides

Co-fondé en 2014 par Julie De Muer (Hotel du Nord, ex-Radio Grenouille), Loïc Magnant (Directeur de la FAI-AR), Baptiste Lanaspèze (Éditeur aux Éditions Wildproject) et Alexandre Field (Architecte de projets et enseignant à l'ENSAM), le Bureau des guides du GR2013 est une association qui rassemble des artistes-marcheur-euses autour du sentier de grande randonnée GR2013. Né dans le sillage de l'année Capitale Européenne de la Culture à Marseille, le collectif prolonge cette dynamique en explorant les potentialités de ce tracé singulier, qui traverse 38 communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Sur plus de 365 kilomètres, le GR2013 relie paysages naturels, espaces urbains et territoires périurbains, dessinant une autre cartographie du territoire métropolitain.

En réunissant artistes, chercheur-euses et collectifs d'habitant-es, le Bureau des guides inscrit la marche comme un outil de lecture et d'activation des territoires. À l'intersection de la création contemporaine, des enjeux écologiques et des questions d'aménagement (architecture, urbanisme, paysage), ses actions articulent exploration sensible et production de savoirs situés. La marche en milieu périurbain devient ainsi une méthode qui permet d'expérimenter le territoire, d'en révéler les continuités et les fractures, et de faire du récit un possible socle commun pour habiter et partager un espace.



Les outils des architectes : que transmettre aux étudiant-es en école d'architecture ?

La table ronde a également permis d'interroger les outils transmis aux étudiant-es en école d'architecture, et la manière dont ceux-ci façonnent une certaine manière de regarder et d'agir sur les territoires.

Qu'est-ce que l'architecture fait de spécifique ? En quoi se distingue-t-elle d'autres disciplines comme la géographie ou la sociologie, qu'apporte-t-elle d'autre ? Quelle lecture du territoire rend-t-elle possible ?

Les intervenant-es ont rappelé que la discipline architecturale possède une capacité propre : penser dans l'espace et dans le temps, articuler analyse et projection. Alors que les autres sciences rendent compte d'analyses, de rapports de force..., l'architecture met en forme et engage **une responsabilité concrète** dans la transformation des lieux. La question de la représentation y occupe une place centrale. Les gestes de dessiner, cartographier, maquetter, ne sont pas neutres et produisent **une interprétation située du territoire et de ses habitant-es – en ouvrant ou en fermant la porte à de possibles transformations**. Former des architectes revient ainsi à leur transmettre une capacité de projection située, capable d'inventer et d'innover en portant une attention aux enjeux d'un territoire et au déjà-là. Dès lors, il semble nécessaire de rappeler la nature profondément politique de l'architecture, au sein même des écoles : travailler sur les périphéries engage inévitablement une **dimension politique**. Ces territoires demeurent parfois perçus comme secondaires au sein même des écoles. Défendre leur intérêt comme terrains d'étude et d'expérimentation suppose de soutenir une posture, parfois minoritaire, et d'assumer le caractère conflictuel de certains débats.

Il semble également nécessaire de rappeler aux étudiant-es que **l'architecture est une pratique expérimentale**, où l'échec peut advenir. Reconnaître cette dimension suppose d'assumer collectivement les erreurs passées. Comme le souligne Nancie Cumet, se tromper signifie accepter que « collectivement, on a fait des erreurs, on a construit des choses que l'on ne sait pas gérées, on a aménagé des choses qui ne sont pas adaptées ».

Cette **reconnaissance de l'échec** constitue une condition nécessaire pour penser autrement les projets à venir et pouvoir réparer les erreurs.

Enfin, cette posture implique également de réaffirmer la richesse disciplinaire de l'architecture. Dimitra Kanellopoulou a rappelé la nécessité de maintenir un dialogue étroit avec les autres champs scientifiques : agir sur les périphéries exige une pensée articulée à la recherche, à l'analyse académique et aux sciences humaines et sociales. La capacité d'invention ne peut se dissocier d'un travail théorique rigoureux, encore fragile dans les cadres actuels de financement de la recherche en architecture.

« Au sein de l'enseignement en architecture, notre responsabilité aussi est de parler politique. Car l'on ne peut pas dissocier l'acte de bâtir, d'imaginer un monde meilleur par la forme, par les rapports sociaux, des personnes qui habitent un territoire... À un moment, on a besoin de créer des logements pour loger le plus grand nombre. L'acte de construire est toujours d'actualité et c'est très politique. »
Dimitra Kanellopoulou

LES PÉRIPHÉRIES COMME LIEUX D'EXPÉRIMENTATIONS

Quelles sont les formes et les conditions de l'expérimentation dans les territoires périphériques ?

Table ronde animée par **Joachim Pflieger**, délégué général de la Fondation Palladio.

Avec les interventions de :

Simon Givélet, architecte, président de Saisons Zéro (Monastère des Clarisses, Roubaix), co-fondateur de Zerm (association d'architecture spécialisée dans le réemploi et la réhabilitation - fondée en 2017) et enseignant à l'ENSAP de Lille.

Et **Fanny Cottet**, attachée d'enseignement et recherche à l'École d'urbanisme de Paris, chercheuse au Lab'Urba.



Du fait de rapports fonciers spécifiques, d'une pression économique parfois moindre et d'héritages industriels ou institutionnels en transformation, les territoires périphériques, hors banlieue parisienne, offrent des marges de manœuvre propices à l'épreuve de modèles alternatifs de fabrication de la ville. Ces contextes permettent d'interroger les cadres dominants de la maîtrise d'œuvre et d'ouvrir des processus fondés sur l'occupation, l'usage, l'implication des habitant-es et l'activation des ressources locales.

L'autre Soie – Villeurbanne – Genèse et transformation

Le site de L'Autre Soie s'inscrit dans une histoire industrielle liée à la périphérisation des activités productives, rendue possible par un coût foncier historiquement plus faible dans ces espaces.

Une usine textile est ainsi construite en 1924 à Villeurbanne, dans la périphérie industrielle lyonnaise. On y construit rapidement une cité ouvrière, dans un bâtiment patrimonial remarquable destiné à accueillir les ouvriers – principalement des jeunes filles issues de l'immigration, polonaises et hongroises pour l'essentiel – travaillant dans les usines textiles.

La cité ouvre en 1926 mais ferme dès 1932, après seulement quelques années d'activité. Le site connaît ensuite plusieurs vies successives : caserne, hôpital militaire, puis école nationale supérieure d'apprentissage, avant de fermer définitivement en 2013. Une nouvelle phase s'ouvre alors. En 2016, dans le contexte de l'évacuation de la « jungle » de Calais et de la dispersion des populations migrantes sur le territoire, une partie d'entre elles s'installe sur ce site.

La même année, le **centre social CCO La Rayonne** décide d'y prendre place. L'occupation se fait de manière progressive et pragmatique, sans se revendiquer alors de l'urbanisme transitoire. Un centre d'hébergement d'urgence est créé, des activités culturelles s'installent, puis des bureaux accueillent des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Une quinzaine d'associations s'y implantent. L'objectif est de créer, par la culture et par les activités de l'ESS, des liens avec le territoire et ses habitant-es, de réactiver l'histoire textile et industrielle du lieu et d'engager sa transformation.

Le projet est ensuite repris par un groupement d'intérêt économique, « **La Ville Autrement** », composé de quatre bailleurs sociaux. Le bâtiment patrimonial est conservé et transformé pour accueillir des logements, une maison des services publics, une serre modulable, un amphithéâtre et des locaux d'activités abordables. Une part des loyers est sanctuarisée à zéro euro afin de permettre aux structures de l'économie sociale et solidaire de s'y développer sans contrainte immobilière.

Aujourd'hui, le bâtiment patrimonial et la salle de concert La Rayonne ont été livrés, tandis que d'autres constructions s'échelonnent jusqu'en 2026.

Le site apparaît ainsi comme un lieu qui n'a jamais cessé d'être habité et investi, traversé par des formes continues d'occupation et de transition.

Les acteurs du centre social comme les personnes hébergées sur place ont été intégrés au projet urbain, participant à la transformation progressive d'un vaste ensemble de ville.

« C'est un lieu qui n'a jamais arrêté de vivre, il a toujours eu une forme d'occupation, une forme de transition. Les acteurs de ce centre social, les différentes personnes qui habitaient sur ce site, ont toutes été embarquées dans ce projet urbain, et dans la transformation d'un gros morceau de ville. » Fanny Cottet

LE ARTIFICIELLE DU SUD-EST - Usine de VAULX EN-VELIN (Rhône) - Maison JEANNE



Archive site patrimonial L'autre soie © DR

Les conditions favorables à l'installation d'une activité d'expérimentation à un fort impact social

Un cadre foncier favorable

Les conditions économiques et foncières constituent un paramètre déterminant dans la possibilité même de l'expérimentation. Dans le cas de L'Autre Soie, celles-ci sont qualifiées d'exceptionnelles, le foncier ayant été racheté par l'État, ce qui a permis de neutraliser, au moins temporairement, les logiques spéculatives. La faible pression foncière crée ainsi une marge d'action essentielle, autorisant l'épreuve de nouveaux usages sans exigence immédiate de rentabilité. Cette situation de moindre attractivité économique rend possible des formes d'expérimentation qui auraient été rapidement empêchées dans des contextes urbains soumis à une forte tension foncière.

À Roubaix, l'absence de promoteur constituent une condition à la fois contraignante et structurante. Si elle peut apparaître comme un frein au développement du site, elle est également ce qui a empêché une transformation rapide du lieu sous l'effet de la pression immobilière. Dans un contexte comparable à celui de Lille ou de Paris, le terrain aurait été reconverti depuis longtemps. La situation de marge, caractérisée par une pression foncière réduite et un moindre intérêt économique, devient ainsi un levier fondamental de l'expérimentation.

Une responsabilisation des acteurs et encadrement

Ces conditions spatiales et économiques ne sauraient toutefois suffire sans un cadre de responsabilisation des acteurs et l'élaboration de protocoles adaptés. Les formes traditionnelles de la maîtrise d'œuvre montrent ici leurs limites, dès lors que les projets s'appuient sur l'occupation, l'usage et la transformation progressive des lieux. L'expérimentation suppose un encadrement, mais aussi des dispositifs capables d'évoluer au fil du projet et de s'ajuster aux situations rencontrées.

L'un des éléments centraux de ces démarches réside dans l'énergie déployée et **l'implication concrète des porteurs de projet. Cette implication est physique, quotidienne et partagée.** Elle se distingue radicalement d'une posture distante de conception ou de pilotage. Habiter sur place, assurer le ménage, la maintenance, l'entretien, constitue une manière de prendre soin du lieu et de l'inscrire dans une réalité vécue.

Dans un tel cadre, l'expérimentation est visible et compréhensible: la réduction de la consommation énergétique, par exemple, peut être observée, ressentie et montrée, plutôt que simplement énoncée.

Dans cette perspective, la réhabilitation se définit avant tout comme une **question d'ordre moral**. Elle consiste à redonner une pertinence sociale, affective, esthétique, symbolique et politique **à ce qui, dans un contexte donné, est considéré comme perdu ou sans valeur**. Elle ne devient réelle qu'à travers un projet incarné, capable de rendre visibles ces différentes dimensions.

Par exemple le traitement des problématiques de mэрule au monastère des Clarisses en constitue une illustration particulièrement éclairante. Initialement perçu comme inutile d'intervenir sur un espace jugé humide, dégradé et sans intérêt, le lieu est progressivement réinvesti par des usages temporaires: expositions, pratiques corporelles, activités artistiques. Ce processus transforme le regard porté sur l'espace et fait émerger, en quelques semaines, la légitimité d'un investissement en énergie, en technique et en financement. **La réhabilitation commence précisément à ce moment-là, lorsque l'usage révèle la valeur du lieu, dimension largement absente des outils classiques de la maîtrise d'œuvre.**

Un tel processus ne peut être enclenché à distance. Il suppose une présence continue sur site, une immersion dans les situations et une implication durable. Les études de programmation menées parallèlement montrent leurs limites lorsqu'elles restent déconnectées de l'expérience vécue du lieu. La compréhension fine des espaces, des usages possibles et des besoins réels ne peut émerger que par l'expérimentation elle-même.

Gouvernance, dialogue et effets de l'expérimentation

Les démarches expérimentales analysées ouvrent la voie à de nouvelles formes de gouvernance.

À L'autre Soie, le groupement d'intérêt économique réunissant plusieurs bailleurs sociaux a conduit ces acteurs à repenser leurs pratiques professionnelles. Le projet favorise le partage de compétences, la discussion collective et l'association étroite des centres sociaux préexistants, des équipements culturels et des habitant·es. À certains moments, des formes de délégation de gouvernance et de propriété collective sont envisagées.

Au monastère des Clarisses, le fonctionnement du site repose sur des principes de sociocratie⁴, impliquant des négociations permanentes entre les acteurs. Le fait d'habiter sur place transforme profondément les relations avec les institutions. La proximité engendre des rapports de voisinage, désinstitutionnalisés, qui rendent visibles les réalités sociales des populations concernées. Le site devient ainsi un territoire de dialogue, un espace où la parole peut circuler et se construire dans la durée.

Ces processus sont toutefois souvent mis en péril par des tensions entre les acteurs, et la nécessité des négociations est constante. Dans ce cadre, les activités culturelles jouent un rôle central. Elles permettent de rassembler les habitant·es, d'accompagner le chantier, d'investir les espaces en transformation et de rendre supportable une situation de travaux sur le temps long. **La culture agit ici comme un médiateur, facilitant l'engagement collectif et la cohabitation avec le chantier.**

4 – Sociocratie: Forme de gouvernance partagée où le pouvoir appartient à la société entière, la prise de décision étant distribuée à chaque individu du groupe.

Le monastère des Clarisses – Roubaix

Roubaix est, à la fin du XIX^e siècle, l'une des villes les plus puissantes du monde, souvent comparée à Manchester. Ville du développement textile, elle est le lieu d'émergence de certaines des plus grandes fortunes françaises. Cette prospérité est suivie, au cours du XX^e siècle, d'un processus de désindustrialisation profond.

Le monastère des Clarisses s'inscrit dans cette histoire. Il s'agit d'un ensemble monastique construit en 1874, d'une superficie de 6 600 m² situé dans le quartier de l'Épeule, classé quartier prioritaire de la politique de la ville. Historiquement, le lieu est étroitement lié à son environnement immédiat, en relation directe avec la vie du quartier.

Après le départ des religieuses, la ville rachète le bâtiment et engage une démarche classique de maîtrise d'œuvre. Plusieurs tentatives de projet se succèdent, sans succès. Pendant ce temps, le bâtiment continue de se dégrader et coûte environ 50 000 euros par an (maintenance, sécurisation, etc.).

L'association ZERM identifie alors les limites d'une approche qui considère l'architecture uniquement à travers le prisme de la maîtrise d'œuvre. Elle propose une autre manière de faire et expérimente une occupation du site à partir de 2019.

Depuis six ans, le projet se développe sous le nom de « Saisons Zéro », reposant sur une permanence architecturale et une occupation continue du lieu. Cette présence permet de mener des expérimentations, des tests immersifs dans le quartier et une réhabilitation progressive du bâtiment par l'usage.

Deux axes structurent cette démarche expérimentale.

- Le premier consiste à **inventer de nouveaux protocoles afin d'impliquer l'ensemble des acteurs du territoire** — (services de l'État, collectivités), institutions culturelles — dans le **processus de réhabilitation, les cadres traditionnels se révélant inadaptés à ce type de projet**.
- Le second interroge les modes d'occupation du site au regard de la consommation énergétique : **comment, pendant l'occupation, dépenser moins d'énergie ? Quels modes de vie ces choix produisent-ils ?**



Comment passer du transitoire au pérenne ?

La dimension expérimentale pose nécessairement la question du temps. L'urbanisme transitoire apparaît comme une réponse indispensable au manque d'espaces accessibles à des tarifs abordables pour les acteurs culturels et associatifs. Il ne saurait toutefois constituer une finalité en soi. L'enjeu est désormais de dépasser la logique du temporaire afin de permettre un ancrage durable des usages.

Néanmoins, cette transition vers la pérennisation se heurte à des conditions souvent défavorables. En effet, à long terme, une difficulté demeure centrale : l'inadéquation des outils administratifs pour accompagner des processus évolutifs, frein récurrent à l'ancrage durable des expérimentations.

Replacés dans une perspective historique, les patrimoines étudiés ont tous connu une pluralité d'usages. L'urbanisme transitoire ne se réduit pas à une temporalité courte, mais consiste à se donner le temps de tester, d'ajuster et de transformer. Tester un usage, le modifier s'il fonctionne partiellement, l'abandonner s'il échoue, supposent une grande souplesse qui n'est pas toujours envisageable dans un cadre administratif plus grand.

« L'un des points communs dans tous les patrimoines qu'on a, c'est qu'ils ont eu plusieurs usages. Donc cette question du temps de l'usage et du moindre usage, elle n'a pas toujours été aussi simple et unique que ça dans l'histoire de l'architecture. »

Simon Givélet

Le recours croissant à des conventions précaires, qu'elles soient portées par des propriétaires privés ou des collectivités publiques, tend à maintenir les acteurs dans des formes de précarité économique et organisationnelle. Ces dispositifs ne s'accompagnent pas toujours d'une réflexion sur le long terme ni sur les moyens de stabiliser les usages.

Cette situation invite à **repenser les outils d'évaluation et de décision**. Sortir d'une logique de bilan strictement financier suppose d'inventer d'autres formes de comptabilité, notamment écologiques ou fondées sur le principe du triple capital. Ces approches, déjà explorées par le secteur de l'économie sociale et solidaire, permettent de remettre en question des outils techniques et financiers largement imposés et utilisés comme instruments politiques.



SOLS ET MÉMOIRES

Durant l'après-midi, notre Conseil Scientifique a fait le choix de traiter les sujets de sols et de mémoires sous la forme d'ateliers pour faciliter les échanges. Ces deux grandes sujets reposent sur l'idée que les transformations urbaines s'inscrivent toujours dans une double matérialité : celle des supports physiques – sols, bâtiments, infrastructures – et celle des traces sociales et symboliques qui leur sont attachées. Les périphéries constituent, à cet égard, des territoires particulièrement révélateurs. Elles concentrent à la fois des héritages industriels et techniques (remblais, friches, pollutions), des trajectoires urbaines accélérées (rénovation, démolition, reconstruction) et des événements politiques ou sociaux qui marquent durablement les lieux. Transformer un site, démolir un bâtiment ou en conserver un fragment engageant, de manière directe, la manière dont un territoire se raconte et se reconnaît. Ainsi, l'enjeu est de montrer que la transformation des périphéries ne se joue pas uniquement dans la production de formes nouvelles, mais dans la manière dont des territoires abîmés – dans leurs matières comme dans leurs récits – peuvent être réparés, refunctionalisés et narrés, à partir de leurs ressources propres et de celles et ceux qui les habitent.

« J'ai toujours eu le sentiment qu'il était impossible de dialoguer véritablement avec un lieu ou une personne sans dialoguer aussi avec toutes les histoires de ce lieu ou de cette personne. »

Chimamanda Ngozie Adichie

COMMENT LES VILLES GARDENT-ELLES LA TRACE DES ÉVÉNEMENTS QUI LA TRAVERSENT ?

Atelier animé par **Cathy Bouvard**, directrice des Ateliers Médicis.
Avec les interventions de **Khadija Barkani** – architecte au sein de l'agence *Encore Heureux* et permanente architecturale aux Ateliers Médicis.
Habitante de Clichy-sous-Bois depuis 25 ans.

Inès Belghit et **Kenza Boumaaz**, membres du collectif *L'Étincelle*, média participatif imaginé par des jeunes de Clichy-sous-bois et de Montfermeil

Les révoltes urbaines survenues à Clichy-sous-Bois et Montfermeil en 2005 ont constitué un moment de rupture dans l'histoire récente du territoire. Comme dans de nombreux contextes de crise urbaine, ces événements ont laissé des traces multiples : matérielles, à travers la destruction ou la transformation de bâtiments ; sociales et symboliques, à travers les récits, les stigmates et les représentations qui continuent de structurer les perceptions extérieures comme les vécus locaux. La question qui se pose alors est celle de la mémoire. Cet atelier s'attachait donc à fournir des éléments de réponses aux questions suivantes :

- **Comment un territoire conserve-t-il la trace des événements qui l'ont traversé ?**
- **Par quels dispositifs matériels, symboliques ou narratifs cette mémoire s'inscrit-elle dans l'espace ?**
- **Dans quelle mesure la manière dont elle est traitée – effacée, neutralisée, transformée ou assumée – influe-t-elle sur l'attachement des habitant-es à leur environnement ?**

Réemploi et travail de mémoire

Le réemploi de matériaux issus du territoire permet non seulement de garder la mémoire de lieux chargés symboliquement et historiquement, mais aussi de le rendre plus accessible à ses habitant-es. L'usage du réemploi dans la construction des Ateliers Médicis en est un exemple particulièrement manifeste.

L'un des objectifs majeurs dans la conception des Ateliers Médicis consiste à édifier un bâtiment issu de son territoire. Cette ambition se traduit notamment par un recours structurant au réemploi, envisagé dans le projet à la fois comme un **levier écologique**, un **principe constructif** et un **outil de travail mémoriel**.

Le projet mobilise tout d'abord des formes de réemploi dites classiques (récupération d'éléments tels que des sanitaires, plafonds acoustiques, portes coupe-feu, quincaillerie...)

Au-delà de ces dispositifs, le projet développe surtout une approche spécifique du réemploi, construit autour du **réemploi des matériaux et éléments issus du territoire au sens strict**.

Anna Saint-Pierre, lauréate du concours du 1% artistique des Ateliers Médicis, a par exemple choisi de récupérer le hall de la cité du Chêne Pointu et de reprendre le plan de la tour Utrillo, afin d'en préserver la traçabilité au sol et de maintenir une empreinte lisible du territoire au sein de la nouvelle construction. Cette démarche fut ensuite prolongée par un travail mené avec quinze familles du territoire autour de la céramique. À partir de terre locale, des poignées de porte destinées aux futurs Ateliers Médicis ont été façonnées collectivement. **Ce processus permet de tisser un lien concret entre le lieu, la matière, les habitant-es et leur mémoire, tout en inscrivant le réemploi dans une dimension à la fois sensible et participative.**

Le réemploi est ainsi mobilisé comme un **outil de préservation des lieux de mémoire**. Au-delà de ses enjeux environnementaux, il constitue un acte symbolique participant d'un travail mémoriel. Réemployer, dans ce contexte, revient à conserver la trace des conditions de vie, des tragédies, mais aussi des existences ordinaires qui ont traversé différents lieux de la ville et marqué plusieurs générations d'habitant-es.

C'est dans cette perspective qu'une partie des carreaux de la mosquée Bilal et du hammam de Clichy, voués à la démolition, a pu être récupérée dans les sous-sols et intégrée au projet des Ateliers Médicis. De même, il a été décidé de récupérer les marches d'escaliers du Chêne Pointu, promis à la destruction : sur les 700 existantes, 150 ont déjà été récupérées. A ce sujet, Khadija Barkani nous raconte que lors de la journée de portes

ouvertes, une habitante a reconnu les escaliers de son immeuble. Très émue, elle a évoqué le fait que sa grand-mère, sa mère et ses enfants les avaient empruntés, et qu'elle reviendrait désormais simplement pour s'y asseoir.

Ce travail de mémoire se prolonge enfin dans la Cinémathèque idéale des banlieues du monde, dont la programmation s'articule autour d'une mémoire sensible, artistique et vivante des quartiers, envisagés comme des territoires en perpétuelle transformation. « On sait qu'il faut quand même un changement, on ne sait pas lequel. Et en même temps, on aimerait bien que ça reste comme ça, parce qu'un bâtiment, ce n'est pas juste un lieu où on a vécu, où on est passé, c'est un lieu où il y a une histoire, il y a une mémoire. Quand on change un endroit, ça change aussi ce qui a été vécu. »

Inès Belghit, membre du collectif l'Étincelle, média



Réemploi des carreaux Mosquée Bilal de Clichy © DR

Un bâtiment issu du territoire :

Un des objectifs majeurs dans la construction du nouveau bâtiment des Ateliers Médicis est de construire un bâtiment issu du territoire.

Au total, le bâtiment est composé de 29 lots : bureaux, ateliers d'artistes, salle de spectacle (avec une capacité d'accueil de 350 personnes), pôle média, atelier de fabrication, atrium, salle d'exposition, cinémathèque idéale des banlieues du monde, avec centre de documentation, restaurant, atelier de couture, atelier d'artistes et grand jardin.

Concernant la question écologique, les équipes ont adapté le PLUi qui allait entrer en vigueur : ventilation naturelle (cheminée), panneaux photovoltaïques, mais aussi des lieux de récupération d'eau de pluie (lesquels peuvent être réutilisés pour alimenter les sanitaires pendant trois jours par exemple)...

C'est aussi un bâtiment réfléchi en terme de matériaux utilisés : les matériaux les plus lourds (charpente métallique, béton, pierre) sont ceux utilisés pour le bas du bâtiment, tandis qu'on retrouve des matériaux plus légers en haut du bâtiment (bois, terre crue)

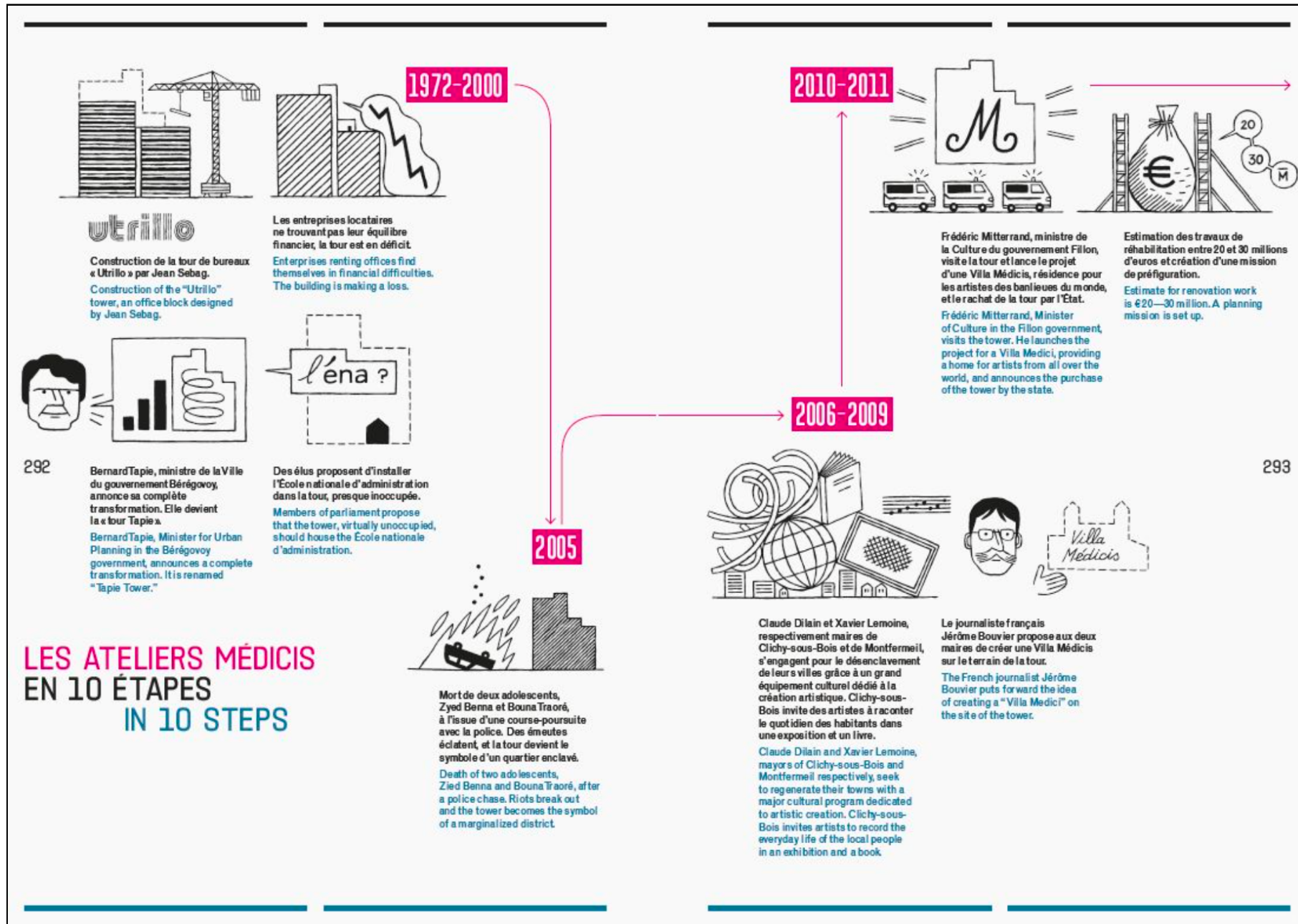
Les espaces et les services qui seront proposés sont des réponses aux besoins et envies des habitant-es, récoltés lors d'entretiens.

Voici quelques exemples :

- Le café des dames : réponse à la problématique de ne pas avoir de lieu pour « se poser », comme un café, pour les filles du quartier. Beaucoup le perçoivent comme un lieu de passage vers la grande ville, où elles ne peuvent pas rester et profiter du temps.
- Le jardin : réponse au manque d'espace publics verts à Clichy, d'endroits où on puisse se sentir à la fois à l'abri des regards et en sécurité.
- Des ateliers de fabrication bois avec les habitant-es : réponse à la requête des habitant-es formulée pendant l'enquête, qui exprimait l'envie d'avoir un lieu d'apprentissage des métiers du bois.
- La hauteur du bâtiment : la plupart des gens rêvaient d'apercevoir la Tour Eiffel depuis la tour (se sentir proche de Paris) – possible de la voir en haut du bâtiment

- Décision d'intégrer des fruits anciens liés à l'histoire de Clichy et des habitant-es dans le jardin, auxquels les habitant-es se sentent attaché-es

Les Ateliers Médicis s'engagent à assurer des trajectoires aux jeunes artistes du territoire, d'accompagner leur évolution.



Ancrage territorial et lien avec les habitant-es : habiter le territoire pour mieux l'appréhender

L'un des enjeux centraux du projet des Ateliers Médecis réside dans la **construction d'un lien durable avec les habitant-es** du territoire, fondé sur la **prise en compte de leurs vécus, de leurs perceptions et de leurs attentes**. Cette attention portée aux usages et aux regards locaux constitue une condition **essentielle de l'acceptation et de l'appropriation du projet** par celles et ceux qui vivent à proximité du futur équipement. Dans cette perspective, la **permanence architecturale**, entendue comme la présence continue des architectes sur le site, permet d'inscrire le projet dans une relation quotidienne au territoire et à ses habitant-es. Cette présence favorise une compréhension fine des enjeux locaux et rend possible un **dialogue régulier, informel et évolutif, qui dépasse le cadre ponctuel de la concertation institutionnelle**.

« La phase de permanence architecturale, avant la construction, a permis de nourrir considérablement le projet. Pendant le premier mois, on a mené un vrai travail de terrain : rencontres avec les mairies, les associations... Ces échanges ont permis de recueillir des informations sur l'actualité du quartier, les bâtiments voués à la démolition, des pistes d'idées ou de matériaux à sauver. Ensuite, il a fallu arpenter le territoire, photographier, observer, repérer ce qui pouvait être encore réemployé, et surtout trouver les bons interlocuteurs pour rendre ces réemplois possibles – ce qui est souvent la partie la plus complexe. »

Khadija Barkani

La construction d'une **cité de chantier**, conçue intégralement en réemploi, participe de cette démarche. Pensée comme un espace ouvert, elle constitue à la fois un lieu de travail, de vie et de rencontre. Elle accueille des temps d'échange, des présentations de maquettes, des ateliers pédagogiques et des événements ouverts au public, autant de dispositifs visant à rendre le projet lisible, concret et accessible. Ces moments permettent aux habitant-es de suivre les grandes étapes du chantier, de comprendre les choix opérés et de se projeter dans l'usage futur du bâtiment.

L'implication des enfants du territoire, notamment à travers des ateliers menés avec des classes de CM2, s'inscrit dans la même logique. En découvrant le chantier, les métiers et les processus de construction, ils

sont invités à se sentir légitimes à revenir dans ce lieu une fois achevé. Ces actions participent à inscrire les Ateliers Médecis dans une continuité vécue, plutôt que comme un équipement extérieur ou imposé.

Cette relation au territoire est renforcée par le fait d'**habiter sur place**. Vivre dans le quartier permet d'accéder plus directement aux besoins, aux sensibilités et aux enjeux locaux, et d'élaborer des réponses qui fassent sens pour les habitant-es.

« Habiter ici me permet de connaître facilement les besoins et les enjeux du territoire. Ça m'apporte aussi de la sensibilité aux choses et au territoire, ce qui permet de réellement y croire et par conséquent de convaincre les autres. J'ai la même sensibilité que les autres, ce qui aide forcément à trouver des réponses qui leur parlent et qui font sens pour eux. C'est plus compliqué de construire et de parler d'un projet avec cette sensibilité alors que l'on n'y habite pas. Ça permet aussi d'être identifiée sur le territoire : c'est donc beaucoup plus rapide de faire venir du monde à la permanence par exemple. »

Khadija Barkani



Permanence architecturale © DR

Ces échanges donnent à entendre des **récits situés**, où les expériences individuelles se croisent et dessinent une lecture sensible du territoire. Les projets qui émergent de ces territoires gagnent en pertinence lorsqu'ils prennent pour point de départ les réalités sensibles, sociales et spatiales des habitant-es, faisant de leurs usages et de leurs récits le socle de toute production.

Extraits du podcast consacrés aux lieux préférés dans la ville – Là où l'on pourrait s'attendre à des espaces emblématiques ou institutionnels, les jeunes évoquent des lieux ordinaires, en marge des aménagements urbains : un parking, des buttes de terre. Ces espaces, peu considérés par les politiques urbaines, deviennent pourtant des lieux centraux dans les usages quotidiens. Réappropriés par les habitant-es, ils offrent des marges de liberté où chacun-e décide de ce qu'il y fait, avec qui et selon quelles règles. Or, ce sont précisément ces espaces qui tendent à disparaître. Les témoignages recueillis dans le podcast soulignent le sentiment d'étrangeté qui peut naître face aux transformations rapides du territoire, notamment depuis les événements de 2005 et l'accélération des opérations de rénovation urbaine. À mesure que les bâtiments changent, une partie de l'histoire vécue semble s'effacer, produisant parfois une distance entre les habitant-es et leur propre ville. Les jeunes rappellent ainsi l'importance de préserver, ou à défaut de reconnaître, la mémoire de ces espaces, car lorsque les lieux disparaissent, c'est souvent un pan du vécu collectif qui s'efface avec eux.

Raconter le territoire avec celles et ceux qui l'habitent apparaît alors comme une condition essentielle pour construire un lien durable entre espaces, habitant-es et projets. Donner la parole aux habitant-es, à travers des dispositifs tels que la permanence architecturale, le développement d'initiatives culturelles situées, permet de construire des projets urbains et culturels profondément ancrés dans leur territoire. Cette approche favorise non seulement l'émergence de projets plus justes et plus pertinents, mais aussi l'implication des habitant-es dans les transformations à l'œuvre, condition indispensable à l'appropriation et à la pérennité des lieux.

Les Alimentations de demain affiliées à un territoire – Kenza Boumaaz

Le travail mené par Kenza Boumaaz dans le cadre d'une résidence au sein de la Compagnie Floriane Facchini s'inscrit dans une réflexion sur les liens entre alimentation, territoire et mémoire. Il interroge les pratiques agricoles et culinaires locales : quelles formes ont-elles prises dans le temps ? Sont-elles encore présentes ou en voie de disparition ? Et selon quelles modalités peuvent-elles être transmises et réactivées ? **Comment préserver le patrimoine culinaire et agricole d'un territoire ?** Pour répondre à ces enjeux, une série d'ateliers a été mis en place avec des jeunes du territoire. Balades sensorielles, pratiques culinaires, fabrication de pain ou de jus à partir de produits locaux constituent autant de dispositifs permettant d'expérimenter concrètement le lien entre sol, ressources et alimentation.

Le projet s'est prolongé par une restitution collective sous la forme d'un menu composé à partir des ressources du territoire, « du sol au ciel » : produits racinaires, fruits, fleurs. Ce menu a été présenté lors d'un banquet « totalement made in Saclay », conçu comme un moment de partage et de mise en récit des apprentissages.

« Vous avez littéralement ingéré le territoire, vous savez ce que c'est, que pouvez-vous imaginer pour le futur maintenant ? »

De tels projets valorisent le patrimoine végétal et culinaire d'un territoire en interrogeant les participant-es et en fédérant autrement une communauté d'habitant-es et d'acteur-rices du territoire.

RÉPARER LES SOLS DES PÉRIPHÉRIES

Atelier modéré par Élise Martinot, architecte DPLG et urbaniste, chargée de communication et partenariats au CAUE92.

Avec les interventions de :

- *Caroline Niémant, directrice du Pré, Parc rural expérimental à Nanterre*
- *Quentin Metge, responsable agricole, écologique et biologique du Pré*
- *Massimo Hulot, responsable d'appui transversal aux opérations du PHARES pôle ESS, association Halage, l'Île-Saint-Denis*

Qu'entend-on par « réparation » lorsqu'il s'agit des périphéries ?

Le terme recouvre plusieurs acceptions. Il renvoie d'abord à une dimension biologique : réparer un sol, restaurer ses fonctions écologiques, régénérer ses capacités vitales. Il engage aussi une dimension sociale et économique : réparer des territoires marqués par des formes de relégation, redonner des usages, recréer de l'activité et de l'emploi. Interroger cette notion permet de comprendre comment les actions présentées s'inscrivent dans leur contexte territorial : elles prennent appui sur des sols souvent pollués, compactés, malmenés par l'histoire urbaine et industrielle, mais porteurs de strates, de mémoires et de potentialités.

Depuis quelques années, le sujet des sols en milieu urbain est devenu porteur de toutes les attentions. Auparavant, réduit à ses fonctions de support d'emprise foncière (bâtiments, parking...), sa qualité, sa contamination ou non est aujourd'hui de plus en plus questionnée et travaillée, en témoignent les études menées par Agro Paris Tech, l'INRAE et l'IRD de Bondy sur le site du Champ de la Garde à Nanterre.

Qu'est-ce qu'un sol ? Que sont les sols des périphéries ?

Réparer un sol suppose d'abord d'en comprendre la nature. Un sol est une épaisseur très fine située entre la surface et la roche mère. Il résulte d'un processus lent d'altération de la roche, de décomposition de la biomasse et d'interactions biologiques : la pédogenèse. On estime que la formation de 1 à 2 centimètres de sol nécessite entre 500 et 1 000 ans. Cette lenteur rappelle combien le sol constitue une ressource fragile. Il est un réservoir

d'eau, de carbone et de biodiversité – près de 60 % de la biodiversité se trouve dans les sols – et joue par conséquent un rôle majeur dans les équilibres climatiques contemporains.

Les sols des périphéries urbaines présentent des caractéristiques communes : ils sont souvent anthropisés, pollués et compactés.

À L'Île-Saint-Denis, sur le terrain de Lil'Ô, les terrains sont constitués de remblais successifs, issus, d'abord, des grands travaux haussmanniens, puis d'une occupation industrielle (sociétés de travaux de voirie) pendant plusieurs décennies sur la parcelle. Ils forment un véritable « millefeuille » de strates mêlant sables, hydrocarbures et métaux lourds (plomb, cadmium, arsenic), produisant des sols très imperméables.

Sur le Champ de la Garde, à Nanterre, les sols sont également constitués de remblais, de graves et de matériaux sableux, déposés au-dessus du tunnel de l'A14 : il s'agit là encore d'anthrosols. Avant l'intervention de la ferme du Bonheur à partir de 2008, le site du Champ de la Garde était considéré comme une déchetterie officielle. Le site est donc extrêmement pollué.

Ces sites sont en outre soumis à une forte pression foncière, ce qui renforce l'enjeu de leur devenir.



Atelier Réparer les sols des périphéries © Luna Da Cunha

Lil'O – Laboratoire du Vivant. – Association Halage

Porté par l'association Halage, le projet LIL'O est implanté depuis 2018 sur une ancienne friche industrielle de 3,6 hectares située à la pointe nord de L'Île-Saint-Denis. Pensé comme un site de régénération écologique et d'innovation sociale, le projet articule restauration environnementale, recherche scientifique, production et insertion professionnelle. La particularité de son implantation, située entre 2 fonciers très intéressants : l'extrême pointe-nord à gauche, terrain de 3 hectares, sanctuarisé, réserve naturelle – nidification cormorans et martin-pêcheurs. À droite, un immense terrain, l'un des joyaux des espaces verts du département – un parc départemental de 23 hectares, un des poumons verts de l'Île et du département. Le site, extrêmement pollué, a fait l'objet d'un projet co-construit entre la ville, le département et l'association Halage (30 ans d'expériences sur le territoire dans les chantiers d'insertion). Le projet consiste à restaurer une continuité écologique avec une proposition d'extension expérimentale du parc.

La transformation du site repose d'abord sur un travail de renaturation progressive : création de zones humides (mares et noues) favorisant la biodiversité et la récupération des eaux de pluie, implantation de bosquets forestiers pour revégétaliser et décompacter les sols, gestion différenciée des espaces et maintien d'une zone témoin laissée en jachère afin d'observer les capacités d'auto-régénération du vivant.

À cette restauration écologique s'ajoute une dimension de recherche et d'expérimentation : laboratoire scientifique dédié aux technosols et à la dépollution des sols, production de substrats fertiles par les « Faiseurs de terres », plateforme de compostage semi-industrielle traitant jusqu'à deux tonnes de déchets organiques par jour. La ferme florale, sur 6 500 m² cultivés, produit jusqu'à 180 000 fleurs par an.

Au cœur du projet se trouvent également des **chantiers d'insertion et des actions d'éducation populaire**. Le site est revitalisé et re-fonctionnalisé avec des habitant·es du territoire et des salarié·es en parcours d'insertion qui y exercent un métier, acquièrent des compétences et suivent des formations professionnelles. Halage agit comme un **centre de formation certifié aux métiers des espaces verts et de la transition écologique**, contribuant à structurer de nouvelles filières autour de la gestion des

terres, de la restauration écologique et de l'agriculture urbaine. Ouvert au public, le site comprend jardin partagé animé par l'association Fun'Etre sur l'Île, un potager, une guinguette et une base de vie accueillant rencontres, débats et actions de sensibilisation (animés par l'association Fun'Etre sur l'Île).



L'association Le Pré – Parc Rural Expérimental

Issue de la démarche nationale **La Preuve par 7**, fondée par Patrick Bouchain autour du Permis de faire et de l'expérimentation en architecture, urbanisme et paysage, l'association **Le Pré** a été créée pour préfigurer le devenir du **Champ de la Garde**, délaissé urbain de quatre hectares situé au-dessus de l'A14, à proximité de l'Université Paris Nanterre.

Longtemps enclavé par les infrastructures routières et ferroviaires, ancien terrain marginalisé dans les grandes opérations d'aménagement, le site s'inscrit aujourd'hui dans le périmètre stratégique de la **ZAC Seine-Arche**, vaste projet visant à reconnecter les quartiers de Nanterre fragmentés par l'autoroute.

Le Pré en assure la gestion temporaire à travers une convention d'occupation et développe un projet de **parc rural expérimental** articulant exploitation agricole, aménagements paysagers, recherche et projets pédagogiques. Son rôle est également celui d'une instance de médiation entre les différents acteurs publics et institutionnels impliqués dans la transformation du site.

L'enjeu est double. D'une part, il s'agit de désenclaver et d'ouvrir le terrain à de nouveaux usages. D'autre part, l'enjeu est de préserver et de valoriser l'héritage agricole, paysager et culturel qui s'y est constitué au fil des années. Il s'agit ainsi de faire entrer un projet né en marge dans un cadre stabilisé, sans en effacer la dimension expérimentale.

La Ferme du Bonheur

Installée depuis 1992 aux franges du campus de l'Université Paris Nanterre et fondée par Roger Des Prés, la **Ferme du Bonheur** développe un projet singulier qualifié d'agro-poétique, mêlant pratiques paysannes, création artistique et vie collective.

Dans un territoire marqué par les grandes infrastructures et les opérations d'aménagement, la Ferme a progressivement transformé un espace délaissé en lieu de production agricole, de programmation culturelle et de sociabilité. Depuis 2008, elle a nettoyé, cultivé et aménagé le Champ de la Garde par des chantiers collectifs et une forte implication bénévole.

À l'heure où la ZAC Seine-Arche entre dans une phase de finalisation et où le site connaît de nouvelles mutations urbaines, la question posée dépasse le seul cadre foncier : elle concerne la reconnaissance d'un patrimoine agricole, paysager et social construit dans la durée. La collaboration entre la Ferme du Bonheur et Le Pré vise précisément à inscrire cet héritage dans les transformations en cours, en articulant mémoire, expérimentation et projet urbain.



Le Champ de la Garde © DR

Une approche régénérative du territoire

« Même si le site est pollué, l'idée n'est pas forcément de le dépolluer. Il s'agit plutôt de rendre ses fonctions écologiques à un sol, c'est-à-dire d'avoir un sol vivant, qui va être perméable : il va y avoir de l'air, de l'eau qui pourra y pénétrer. Il va être un réservoir de biodiversité. 60% de la biodiversité est comprise dans les sols. »

Quentin Metge

Face aux problématiques de pollution, les intervenant-es ont partagé une même méthode d'intervention : **faire avec l'existant, c'est-à-dire sans excaver systématiquement les terres polluées**, et déplacer ainsi le problème vers d'autres espaces périphériques (ce qui est la façon de faire la plus communément acceptée). **La réparation vise ainsi d'abord la réoxygénation et la refonctionnalisation écologique des sols**, et non une dépollution totale, souvent illusoire et coûteuse. Redonner une perméabilité, des capacités de stockage de l'eau et du carbone, un potentiel biologique aux sols est un objectif plus que nécessaire pour chacun des projets.

À LIL'O, cette approche s'est traduite par l'hybridation d'activités permettant progressivement de fertiliser les sols et de favoriser le retour de la biodiversité :

- Implantation du premier site de compostage
« Les Alchimistes » : création d'une boucle circulaire entre déchets alimentaires du territoire et production de compost in situ.
- Campagnes de plantation mobilisant les habitant-es : plus de 3 000 arbres plantés avec des enfants du territoire.
- Approches empiriques à travers la société « Faiseurs de terres » : production de substrats fertiles à partir de terres excavées dites inertes, afin de limiter la prédation de terres végétales et d'inscrire la gestion des sols dans le métabolisme urbain.

La question de la pollution impose toutefois des arbitrages. Sur ces sites, le maraîchage n'est pas envisageable en raison des risques sanitaires identifiés.



D'autres usages sont alors privilégiés :

- à LiÔ : production florale, plantations d'arbres, compostage semi-industriel, expérimentations sur les substrats et projets de recherche scientifique.
- sur le site du Champ de la Garde : recherche scientifique sur la contamination des sols et la bioaccessibilité des métaux, en lien avec des programmes conduits par AgroParisTech notamment, comme le programme Refuge.

« Nous, ce qui nous intéresse est éventuellement de cultiver des légumes si c'est au service de la recherche pour voir quelle est la contamination des légumes et quel est le risque pour la santé. »

Caroline Niémant

« Plutôt que de vouloir faire du maraîchage, il faut peut-être faire autre chose : faire des fleurs, planter des arbres, réfléchir à la biodiversité, à l'écologie. Ce n'est pas qu'en mangeant des légumes qu'on peut être pollué, c'est aussi le fait de travailler la terre, de jardiner. Nous faisons des études, des scénarios pour savoir si le site est pollué, comment, à quel niveau et si le risque est acceptable ou pas. »

Quentin Metge.

Au-delà du geste écologique, la réparation des sols des périphéries est aussi une démarche sociale et politique. Les projets s'inscrivent dans une action co-construite avec la puissance publique.

L'association Halage articule chantiers d'insertion, formation aux métiers du sol et recherche scientifique. Dans ce cadre, la réparation peut aussi être envisagée comme un levier de transformation territoriale – au croisement entre l'écologie, l'emploi et l'éducation populaire.

Quel public accueillir et comment ?

L'accueil du public constitue un autre levier pour faire vivre les sites. Plutôt que de s'adresser indistinctement à tous, l'association Halage travaille avec des associations et entreprises dont l'accueil constitue le métier, co-construit des équipements adaptés pour recevoir différents

types de publics, et expérimente d'autres formes d'activités. Cette stratégie permet d'élargir les publics tout en évitant une dépendance excessive à l'événementiel ou à des logiques strictement marchandes, et ainsi de mieux s'ancrer sur le territoire.

« On a tenté l'accueil d'événements festifs : ça a fait venir du monde mais vis-à-vis de l'imaginaire collectif sur le territoire, ce n'est pas terrible. (...) Les décibels d'une nuit ont pu complètement effacer les actions de 4 ans de travail. Il y a des tentatives et on expérimente. »

Massimo Hulot

Dans le projet du Champ de la Garde du Pré, la pédagogie est un élément central. L'idée est véritablement de constituer une école pour toutes et tous et donc d'abord pour les personnes investies dans le projet : les services de la ville, élu-es, habitant-es, aménageurs. L'objectif est que tout le monde « auto-apprenne » ensemble, dans une démarche d'éducation populaire. Le public de l'enseignement supérieur est aussi très présent au Champ de la Garde.

Comment ne pas figer et rester en mouvement ?

« En préparant cet atelier ensemble, nous nous sommes aperçus que nous avons les mêmes approches mais pas les mêmes termes. Par exemple, programmation ouverte, c'est quelque chose que nous n'avons jamais proclamé mais notre directeur a toujours dit que « nous choisissons une direction plutôt qu'une destination ». »

Massimo Hulot

Construire une programmation ouverte, s'adapter aux contraintes du territoire sur lequel le projet se construit, expérimenter, mobiliser l'éducation populaire sont autant d'outils et de façons d'envisager les projets qui rassemblent les intervenant-es de cet atelier.

Le public s'est interrogé sur la pérennité et la transmission de toutes ces expérimentations qui, à un moment, paraissent transformer les façons de faire la ville mais retombent parfois dans l'oubli une fois la période expérimentale dépassée.

Grâce à son expérience à La Preuve par 7, Caroline Niémant a insisté sur le fort impact des projets, qui même s'ils n'aboutissent pas ou pas comme le voudraient les participant-es, réussissent tout de même à transformer les imaginaires et sont un appui pour d'autres projets.

« Tous les projets sont ambitieux, très denses, tentaculaires en termes de programme. Au final, on peut avoir l'impression que cela n'aboutit pas. Le projet ne va pas là où l'on a souhaité qu'il aille. Le fait de travailler au niveau national de la Preuve par 7 m'a aidé à prendre du recul. Le projet du Lycée avant le Lycée a fait bouger les lignes ailleurs, un nombre incalculable de fois. Déjà la grande victoire de ce projet, en fédérant autant de gens autour d'une vision commune et d'une identité pour ce lycée, a été de créer un imaginaire pour d'autres, une jurisprudence, pour que ce lycée existe et soit implanté à Bagneux. Au démarrage, ce n'était pas garanti. C'est un lycée qui était réclamé depuis 50 ans. »

Caroline Niémant

Par ailleurs, le travail de recherche mené avec la communauté scientifique permet de sanctuariser certaines zones d'un territoire, et par conséquent de contrer la pression foncière, d'inscrire les usages dans des protocoles, et de produire des connaissances objectivables. Cette collaboration introduit un autre registre de légitimité qui inscrit le projet dans le temps long.

La programmation ouverte, la cité de chantier, la gouvernance partenariale, le dialogue scientifique et l'éducation populaire constituent autant d'outils permettant d'inscrire le projet dans la durée tout en lui permettant de conserver sa plasticité.

« On utilise beaucoup le terme de laboratoire : chemin faisant c'est aussi un site où l'on découvre des questions, on innove, on en fait un laboratoire de la reconquête de la biodiversité, de régénération des sols, de création d'emploi, d'éducation populaire. On a différentes briques sur ce projet, qui s'ouvrent au fur et à mesure des actions menées. »

Massimo Hulot



Visite du tiers-lieu de la Lisette par Bagneux environnement lors de la Journée d'études.
© Luna Da Cunha

CONCLUSION

10 GRANDS PRINCIPES/10 PROPOSITIONS

À l'issue de cette journée et à partir des différents échanges, Le Plus Petit Cirque du Monde a structuré 10 grands principes et 10 propositions inhérentes qui peuvent irriguer les actions du programme Patrimoines et Architectures des Périphéries dans les années à venir :

1 – Les périphéries, laboratoires privilégiés pour inventer de nouvelles manières de faire la ville

« C'est en dehors du centre-ville qu'on peut le mieux parler de ses dysfonctionnements, et qu'on peut les réparer. »

Eleférios Kechagioglou, directeur du Plus Petit Cirque du Monde

Par leurs positions, leurs histoires, les luttes qu'elles portent, les périphéries apportent un regard différent de la fabrique de la ville et des façons d'habiter. En diversifiant les approches, d'autres expérimentations voient le jour, de nouvelles réflexions émergent, les regards s'élargissent.

Proposition : Inverser le stigmate : partir des banlieues comme centralités, lieu d'engagement et d'innovation (exemple : l'AmuloP, musée du logement populaire)

2 – L'architecture, un art populaire

Les savoirs sociaux sont aussi importants que les savoirs académiques. Par le simple fait d'habiter un espace, nous avons toutes et tous une expérience et une connaissance propre de ce dernier. La fabrique du territoire ne se fait pas seulement par les architectes, urbanistes, acteur-rices du territoire, les élu-es mais aussi par ceux et celles qui l'habitent et le vivent.

« On considère que l'architecture est un art réservé aux spécialistes, alors que moi, je pense que l'architecture, c'est l'art le plus populaire. Nous habitons tous, donc nous avons tous une expérience d'architecture, nous avons tous, contrairement à ce que l'on croit, quelque chose à dire sur notre environnement. »

Patrick Bouchain, architecte du PPCM et Grand Prix de l'Urbanisme 2019.

Proposition : Valoriser et développer les initiatives qui permettent de s'approprier collectivement les espaces : balades urbaines, fêtes dans les espaces publics...

3 – L'architecture, un bien social partagé

L'architecture est un objet de négociation : on négocie un territoire que l'on construit, on négocie avec ses voisins la disponibilité, la vue, les espaces partagés.... On n'impose pas un modèle d'en haut. Faire projet, c'est ainsi d'abord faire récit, c'est reconnaître et inventer quelque chose ensemble, trouver des mots et des récits pour ce faire, sans forcément se mettre d'accord ni nier la complexité des sujets.

Proposition : Favoriser l'émergence de lieux et de projets qui offrent un espace de dialogue et de travail collectif, comme les permanences architecturales. Utiliser le chantier comme un lieu de réunion des habitant-es, élu-es, ouvrier-ères, technicien-nes, architectes, acteur-rices du territoire.

« Nous sommes tous les représentants d'une manière d'habiter, on a tous une expertise, on doit se parler, on doit négocier, on doit faire quelque chose sur un temps très long. »

Alexandre Field, maître de conférences, ENSA Marseille/
co-fondateur du Bureau des Guides

4 – Le respect du déjà-là, un acte de mémoire et de construction de futurs projets

Faire avec l'existant, c'est considérer le territoire sur lequel on intervient : reconnaître l'histoire qui s'est écrite en amont, ne pas déplacer les problèmes existants, se souvenir pour ne plus reproduire et en faire une caractéristique du projet urbain. On s'adresse à la fois aux vécus et aux caractéristiques des sols pour s'adapter aux possibilités de ceux-ci et ainsi mener des projets plus ancrés.

Proposition : Rendre hommage et garder en mémoire les lieux qui ont vocation à être détruits : par exemple, penser le réemploi comme outil de mémoire des anciennes conditions de vie, des vies qui ont traversé différents lieux.

« On sait qu'il faut quand même un changement, on ne sait pas lequel. Et en même temps, on aimerait bien que ça reste comme ça, parce qu'un bâtiment, ce n'est pas juste un lieu où on a vécu, où on est passé, c'est un lieu où il y a une histoire, il y a une mémoire.

Quand on change un endroit, ça change aussi ce qui a été vécu. »

Inès Belghit, membre du collectif L'Étincelle, média participatif imaginé par des jeunes de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil

« Cette mémoire, on ne doit pas l'effacer, on ne doit pas l'oublier, on doit la garder pour pouvoir se souvenir et pour surtout se dire plus jamais. Plus jamais ces conditions, plus jamais ces tragédies, plus jamais, on ne laisse des personnes et des familles monter des escaliers matin, midi, soir, pendant des années et des années avec des courses. Donc réutiliser les marches de ces escaliers est un acte très symbolique. »

Khadija Barkani – architecte au sein de l'agence Encore Heureux – au sujet de la mémoire du Chêne pointu, où vivait Zyed et Bouna, morts dans un conservateur EDF suite à une poursuite de police

5 – L'implication des habitant-es, un « fondamental » dans la valorisation des patrimoines des périphéries

« Nous, on dit toujours que nous aurons réussi notre travail le jour où les quartiers populaires seront un endroit d'où l'on parle mais pas dont on parle. »

Cathy Bouvard, directrice des Ateliers Médicis

Au-delà d'une simple prise en compte de la parole des habitant-es dans la construction de projets architecturaux ou urbains, il s'agit d'abord de créer des espaces où leur parole puisse être exprimée, entendue et reconnue comme légitime, sans médiation qui parle à leur place.

Ainsi, valoriser les patrimoines des banlieues suppose d'abord de permettre à celles et ceux qui y vivent – et qui les connaissent le mieux – d'exprimer la richesse de leurs expériences.

Proposition : Donner la parole pour porter les voix et les récits des habitant-es dans le cadre de lieux et moments dédiés, grâce à des outils de transmission et de valorisation des témoignages : éditions, podcasts, vidéos (exemple : podcast les Concerné-es).

6 – La pédagogie, un élément central et structurant

La pédagogie comme élément central à la fois pour les étudiant-es, les jeunes en apprentissage : comment les périphéries, leurs spécificités et leurs perspectives intègrent-elles les programmes d'école d'architecture, de sciences sociales, d'urbanisme, d'ingénierie ? Comment deviennent-elles des objets de connaissance et de documentation ?

Mais aussi, la pédagogie à destination de toutes et tous : comment continue-t-on, dans les projets de transformation urbaine, à réunir des savoirs et savoirs faire, à apprendre différemment, à partager les savoirs entre les services de la ville, les élu-es, les habitant-es, les aménageurs... ?

« La nécessité de continuer à agir sur les périphéries. Toutes ces actions nécessitent de développer une pensée scientifique, académique et une recherche objectivable que l'on retrouve dans les autres disciplines s'occupant de l'Urbain. »

Dimitra Kanellopoulou

« L'autre enjeu, bien sûr, c'était une histoire scientifique, une histoire qui renouvelle nos connaissances sur le peuplement de ces grands-ensembles et qui surtout va permettre de donner des armes intellectuelles, scientifiques, pédagogiques à ces enseignants de la banlieue pour raconter l'histoire de France autrement. »

Emmanuel Bellanger, historien, directeur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains de l'Université Paris 1

Proposition : Documenter et partager les histoires, les transformations urbaines et les projets expérimentaux des périphéries afin de créer du savoir et des horizons communs.

7 – La réparation des sols des périphéries, un acte non négligeable

Pendant longtemps, les sols des périphéries étaient le réceptacle de ce qui n'était pas souhaité dans les villes. Très pollués, leur dépollution n'est pas toujours possible ni souhaitable et pose des questions environnementales. Leur réparation passe par une refonctionnalisation des sols et l'adoption d'une approche dégénérative, ainsi que par le questionnement des activités qui peuvent avoir lieu dessus.

Proposition : Mettre en place des activités qui favorisent la réoxygénation des sols et le retour de la biodiversité

8 – L'expérimentation en continu, du mouvement pour des projets urbains pérennes

Garantir le mouvement et le transitoire d'un projet est la base solide d'une construction durable. Il faut continuer à tester, s'adapter, prototyper, se donner le droit à l'erreur... sur le long terme. L'expérimentation crée les conditions nécessaires à la rencontre, au dialogue entre les acteurs. Le caractère temporaire des expérimentations doit ensuite laisser place au pérenne, sans perdre son caractère expérimental.

Proposition : Penser une programmation ouverte qui évolue selon les propositions, envies et besoins liés au territoire et aux projets.

9 – De nouveaux imaginaires collectifs pour révéler et révolutionner les possibles

Le bouillonnement des expérimentations crée un rayonnement beaucoup plus large que les projets eux-mêmes, qui résonnent et façonnent de nouveaux imaginaires. C'est cette résonance qui touche les acteurs de la transformation urbaine mais aussi les enseignant-es des écoles d'architecture et les habitant-es.

Proposition : S'appuyer sur des lieux et projets culturels du territoire dans les transformations urbaines pour générer, faire vivre des imaginaires partagés, et en créer de nouveaux.

10 – Réaffirmer le caractère politique de l'architecture

« Au sein de l'enseignement en architecture, notre responsabilité est aussi de parler politique. Car l'on ne peut pas dissocier l'acte de bâtir, d'imaginer un monde meilleur par la forme, par les rapports sociaux des personnes qui habitent un territoire, on ne peut pas dissocier l'architecture de la politique. (...) L'acte de construire est éminemment politique. »

Dimitra Kanellopoulou, architecte, ingénieure et enseignante à l'ENSA Paris-Malaquais



Photo du PPCM prise dans le cadre de la résidence du photographe Marcin Idzkowski
© Marcin Idzkowski



Retrouvez l'agenda qui récapitule les actions du programme Patrimoines et Architectures des Périphéries, ainsi que notre plaidoyer et les actes #1
[Pour accéder à l'agenda du programme PAP et aux autres documents](#)



Le calendrier de saison du PPCM
[Pour accéder au calendrier de la saison](#)



Manifeste pour le patrimoine des périphéries urbaines / Manifesto for the Heritage of the Urban Peripheries

Un document d'information pour les communautés, les organisations patrimoniales et les gouvernements locaux et centraux / A briefing paper for communities, heritage organisations, local and central governments

Una Europa Cultural Heritage Community PREAMBULE/ PREAMBLE

ANNEXE

<p>1. Le patrimoine des périphéries urbaines témoigne des stratifications urbaines qui s'étalent parfois du Moyen – Age (monastères ou abbayes localisées dans la campagne proche de villes, anciens noyaux villageois, fermes ou moulins) jusqu'aux 19^e et 20^e siècles, où les périphéries deviennent des dépositaires d'activités qui ne pouvaient pas se dérouler dans les centres urbains : l'industrie, les réseaux de mobilité (chemins de fer et canaux au 19^e, aéroports au 20^e) ; projets de logement social (cités jardin ou grands ensembles) ; infrastructures diverses (abattoirs, établissements carcéraux, hôpitaux ou asyles...).</p>	<p>1. The heritage of the urban peripheries encompasses a rich array of sites, materials and communities that may extend from the Middle Ages (monasteries or abbeys located in the countryside near towns, old village nuclei, farms or mills) to the 19th and 20th centuries, when the peripheries became repositories for activities that could not take place in urban centres: industry, mobility networks (seaports, railways, canals, and airports); social housing projects (garden cities or large housing estates); and other forms of industrial and social infrastructure (slaughterhouses, waste dumps, prisons, hospitals, asylums, educational establishments, etc.).</p>
<p>2. Le patrimoine des périphéries urbaines est hétérogène, et ses typologies architecturales, urbanistiques, voire immatérielles, sont extrêmement diverses. De même, les communautés des périphéries urbaines sont elles-mêmes diverses et caractérisées par une certaine mobilité : résidents de longue date, arrivées plus récentes, résidents de passage avec des intérêts divergents pour le patrimoine de ces zones. La caractéristique commune de ces zones est leur <i>périphéricité</i> – une hypothèse de distance et de distinction spatiale et sociale par rapport au centre urbain – qui a des implications importantes pour la sauvegarde et la valorisation de leur patrimoine. Le patrimoine des périphéries urbaines se caractérise tant par ses attributs propres que par le contexte dans lequel il s'inscrit.</p>	<p>2. The heritage of the urban peripheries is heterogeneous, and its architectural, urbanistic, and even intangible typologies are extremely diverse. Similarly, the communities of the urban peripheries are themselves diverse and characterized by a certain mobility; long-established residents, more recent arrivals, and transitory residents with divergent interests in the heritage of these areas. The common characteristic of such areas is their <i>peripherality</i> – an assumption of spatial and social distance and distinction from the urban centre – which has significant implications for the safeguarding and enhancement of their heritage. The heritage of the urban peripheries is characterised as much by its own attributes as by the context in which it is situated.</p>
<p>3. Sa nature patrimoniale est diversement reconnue par les populations locales, des groupes - culturels, éthiques, sociaux -, par des entreprises ou par les institutions publiques. Il ne fait pas toujours le consensus et sa valeur peut être essentielle pour uns, et indifférente pour les autres.</p>	<p>3. The nature of this heritage of the urban peripheries is differently recognised by local communities, cultural and social groups, private companies or public institutions. There is therefore not always a consensus, and its value may be essential for some and indifferent for others.</p>



4. Le patrimoine des périphéries urbaines est particulièrement vulnérable. Des pans entiers disparaissent aujourd'hui, parfois dans l'indifférence totale, parfois malgré la mobilisation de groupes ou d'individus. Sa destruction, déjà accélérée par la désindustrialisation de la fin du 20^e siècle, se poursuit aujourd'hui de façon marquée, dans le cadre de nouvelles dynamiques métropolitaines de projets de réaménagement et de régénération urbaine. Il en résulte une occupation de l'espace en constante évolution, dans laquelle le patrimoine et les projets sociaux et culturels de valeur sont évincés par des développements commerciaux et spéculatifs qui augmentent la valeur des loyers et des terrains. Bien plus que le patrimoine situé au centre des villes, le patrimoine des périphéries urbaines se caractérise par sa fragilité et sa vulnérabilité.

4. The heritage of the urban peripheries is particularly vulnerable. Whole sections are disappearing today, sometimes with total indifference, sometimes despite the mobilisation of groups or individuals. Its destruction, already accelerated by the deindustrialisation of the late 20th century, continues today in a marked way, in the context of new metropolitan dynamics of redevelopment and regeneration projects. This results in a continuously changing occupation of space in which heritage and valuable social and cultural projects are pushed out by commercial, speculative developments increasing rent and land values. Much more than the heritage located in the centre of cities, the heritage of the urban peripheries is characterised by its fragility and vulnerability.

PRINCIPES/PRINCIPLES

1. La notion de la périphérie est une question de perspective. Le fait que le patrimoine est localisé à la périphérie urbaine n'enlève rien à sa propre centralité.

1. The notion of the periphery is a question of perspective. The fact that the heritage is located on the urban periphery does not detract from its own centrality.

2. Le patrimoine des périphéries urbaines, « ciment » de la métropolisation
Le patrimoine des périphéries urbaines peut jouer un rôle essentiel dans les dynamiques métropolitaines en cours. Il doit ainsi être au centre du projet métropolitain. La construction métropolitaine doit reposer sur un récit patrimonial holistique, intégrant le patrimoine des périphéries urbaines dans la narrative patrimoniale de l'ensemble de la métropole.

2. The heritage of the urban peripheries, 'binding agent' of metropolisation
The heritage of the urban peripheries can play an essential role in the current metropolitan dynamics. It must therefore be at the centre of the metropolitan development plan. The metropolitan concept must be based on a holistic heritage discourse, that integrates the heritage of the urban peripheries into the heritage narrative of the whole metropolis.

3. Le patrimoine des périphéries urbaines, facteur de création d'identités locales ouvertes au monde
Le patrimoine des périphéries urbaines est central pour la construction des identités locales, souvent en recomposition, dans un contexte de mouvements de population et l'arrivée de nouveaux résidents. Ces identités locales peuvent résonner à l'échelle métropolitaine et au-delà, par les rapports qu'elles établissent avec le monde.

3. The heritage of the urban peripheries, a factor in the creation of local identities open to the world
The heritage of the urban peripheries is central to the construction of local identities, which are often being recomposed in a context of population movements and the arrival of new residents. These local identities can resonate at the metropolitan level and beyond, through the relationships they establish with the world.

4. Le patrimoine des périphéries urbaines est essentiel pour l'avenir des villes européennes.
Dans un contexte de métropolisation, l'évolution des villes européennes se jouera dans leur capacité de créer sens à l'échelle métropolitaine. Le patrimoine des périphéries urbaines est un élément essentiel de l'avenir et développement des villes européennes.

4. The heritage of urban peripheries is essential for the future of European cities.
In a context of ongoing metropolisation, the evolution of European cities will be determined by their capacity to create meaning on a metropolitan scale. The heritage of urban peripheries is an essential element for the future and development of European cities.

5. Le patrimoine peut contribuer au développement économique local et au bien-être social des périphéries urbaines.

5. Heritage can contribute to local economic development and the social welfare of the urban peripheries.

Une valorisation adéquate peut transformer le patrimoine des périphéries urbaines en actifs précieux capables d'améliorer les conditions de vie des résidents.

A judicious valorisation can turn the heritage of the urban peripheries into valuable assets capable of improving the living conditions of residents.



ACTIONS POUR LE PATRIMOINE DES PERIPHERIES URBAINES / ACTIONS FOR THE HERITAGE OF THE URBAN PERIFERIES

1. Reconnaître le patrimoine des périphéries comme une catégorie spécifique de patrimoine qui, malgré son énorme potentiel, est aujourd'hui en danger.

1. Recognize the heritage of the peripheries as a specific category of heritage which despite its enormous potential is today at risk.

2. Reconnaître le fait que les habitants sont au centre du processus de la patrimonialisation.

2. Recognize that residents are at the very centre of the heritagisation process.

3. Associer les habitants en amont des projets traces matérielles remarquables ainsi que les usages sociaux et l'innovation sociale des lieux.

3. Involve residents in the early stages of (re)development projects by inviting them to actively participate in the definition of the heritage values of areas.

4. Encourager les projets urbains qui valorisent les traces matérielles remarquables ainsi que les usages sociaux et l'innovation sociale des lieux.

4. Encourage (re)development projects that are sensitive to heritage and capitalise not only remarkable material traces but also social uses and social innovation of areas.

5. Proposer des approches innovantes de protection du patrimoine qui ne se limitent pas au bâti mais qui prennent en compte les ambiances urbaines et les pratiques sociales.

5. Propose innovative approaches of heritage protection that are not limited to the built fabric but take into account urban environments and social practices.

6. Créer des plateformes d'échange, communication et consultation (*bottom up*) sur les usages du patrimoine dans les périphéries urbaines, à l'échelle métropolitaine.

6. Create platforms for exchange, communication, and consultation (bottom-up) on the uses of heritage in the urban peripheries, on a metropolitan scale.

7. Communiquer spécifiquement sur le patrimoine culturel des périphéries urbaines auprès des jeunes générations.

7. Communicate specifically on the cultural heritage of the peripheries with the younger generations.

8. Dresser un Plan Patrimonial Métropolitain Durable.

8. Draw up a sustainable Metropolitan Heritage Plan.

9. Encourager les usages temporaires des lieux inoccupés là où cela est possible, en évitant l'instrumentalisation par les sociétés immobilières.

9. Encourage the temporary use of vacant spaces where possible to avoid their instrumentalization by developers.

10. Lier le patrimoine des périphéries urbaines à celui des villes-centre, à la fois physiquement (extension d'éléments urbains tels que tracés verts, canaux, ou portiques) et conceptuellement (narratives urbaines).

10. Link the heritage of the urban peripheries to that of the city centre, both physically (extension of urban elements such as greenways, canals, or paths) and conceptually (creating urban narratives that incorporate the edge of the city as well as the centre).

11. Associer des éléments patrimoniaux iconiques de la ville-centre avec des éléments situés dans la périphérie urbaine. Renvoyer avec une signalétique de l'un à l'autre.

11. Link the iconic heritage elements of the city centre with elements located in the urban periphery. Refer with signage from one to the other.

12. Lancer des appels pour la mise en valeur des éléments patrimoniaux situés dans la périphérie urbaine.

12. Launch and support calls for the valorisation of heritage elements located in the urban periphery.

13. Lancer des événements qui mettent au centre le patrimoine des périphéries urbaines

13. Launch events that focus on the heritage of the urban peripheries.

14. Encourager l'utilisation créative du patrimoine culturel des périphéries.

14. Stimulate the creative use of heritage of the peripheries.

15. Créer des réseaux nationaux et internationaux pour le patrimoine des périphéries urbaines et ses différentes typologies.

15. Create national and international networks for the heritage of the urban peripheries and its different typologies (industrial, housing, etc.), bringing together small local organisations with international networks, to share knowledge and practices.



16. Encourager la valorisation du patrimoine culturel des périphéries en relation avec le patrimoine naturel.	16. Encourage the valorisation of cultural heritage in the peripheries in relation with the natural heritage.
17. Créer des Centres d'Interprétation du Patrimoine des périphéries urbaines et concevoir des projets d'interprétation du patrimoine à l'échelle de la métropole.	17. Create Heritage Interpretation Hubs in the urban peripheries and create heritage interpretation projects on a metropolitan scale.
18. Créer des musées du Logement social, de l'industrie (de la vie industrielle), de travail, centrés sur et construits avec les habitants et les travailleurs.	18. Create museums of social housing, industry (industrial life), work, centred on and built with the residents and workers.
19. Rédiger des guides du patrimoine des périphéries urbaines. Intégrer les récits des habitants – et les habitants – dans les visites et discussions sur le patrimoine des périphéries, son rôle et ses valeurs.	19. Produce heritage guides for the urban peripheries. Integrate the stories of the residents – and the residents themselves – in the visits and discussions about the heritage of the peripheries, its role and values.
20. Collecter les mémoires orales en amont de projets immobiliers en cas de démolition du patrimoine	20. Collect oral histories in advance of (re)development projects to document heritage that may be subsequently lost.
21. Lancer des initiatives touristiques mettent en valeur le patrimoine des périphéries	21. Develop tourism initiatives that highlight the heritage of the peripheries in a sustainable way.
22. Reconnaître l'importance de l'accessibilité, échange, standardisation, réutilisation, partage... des données sur le patrimoine des périphéries urbaines.	22. Recognize the importance of heritage data accessibility, exchange, standardization, reuse, sharing, etc.
23. Evaluer les divers impacts de la valorisation du patrimoine dans les périphéries. Introduire un observatoire des dynamiques souhaitables ou pas.	23. Evaluate the impact of protecting, conserving, and communicating heritage in the urban peripheries. Introduce a monitoring system of desirable and non-desirable dynamics and processes.

LES PARTENAIRES

Le Plus Petit Cirque du Monde remercie chaleureusement l'ensemble de ses partenaires pour leur précieux soutien et leur engagement, qui ont contribué à la réussite de cette deuxième journée d'études.





CONTACTS

Charlotte Monnier
Chargée de développement - Patrimoines et Architectures des périphéries
charlotte@ppcm.fr

Presse - jigsaw
presse@jigsaw.family
+33 (0)7 88 15 08 29

LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE

Impasse de la renardière
92220 Bagneux
01 46 64 93 62 [www.
lepluspetitcirquedumonde.fr](http://www.lepluspetitcirquedumonde.fr)



SUIVEZ NOUS SUR LES
RÉSEAUX SOCIAUX

